

Rapport Financier Semestriel 2022



SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 2022	3
1. SYNTHÈSE ET PRINCIPAUX INDICATEURS	4
2. FAITS MARQUANTS	6
3. MÉTHODES COMPTABLES	12
ETATS FINANCIERS RÉSUMÉS AU 30/06/2022	25
COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	27
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	28
SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE ACTIF	29
SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE PASSIF	30
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	31
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	32
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	33
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	65
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER	68
GLOSSAIRE	70

Rapport Semestriel d'Activité 2022

COMPTES SEMESTRIELS 2022

Les états financiers résumés consolidés de LNA Santé relatifs à la clôture semestrielle 2022 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 13 septembre 2022 à l'issue d'une mission d'examen limité par les Commissaires aux Comptes.

Le présent rapport financier est disponible à l'adresse du site de la Société : www.lna-sante.com (rubrique Finance).

1. SYNTHÈSE ET PRINCIPAUX INDICATEURS

La consolidation du réseau d'établissements se poursuit activement avec le passage au premier semestre 2022 de 444 lits en régime de croisière (+ 5,6% sur un an), portant ainsi à 8 301 lits et places les capacités exploitées répondant parfaitement au cahier des charges du projet d'établissement LNA Santé, soit 89% du parc installé (9 349 lits et places).

Le segment du régime de croisière délivre une marge d'EBITDA avant IFRS16 de 11,5%, au même niveau que l'an passé. Le différentiel de marge entre les sites en régime de croisière et ceux en restructuration représente 6,3 points, la marge des établissements en restructuration s'établissant à 5,2%.

En incluant les lits non matures, le réseau en activité représente 9 349 lits répartis sur 82 établissements et trois lignes métiers : maisons de retraite médicalisées, instituts de réadaptation et cliniques psychiatriques, structures d'hospitalisation à domicile. En y ajoutant les capacités à installer, le parc autorisé atteint 9 996 lits et places (cf. chapitre perspectives).

Parc de lits par catégorie d'établissements	Juin 2021	Déc 2021	Juin 2022	Nb étb
En croisière	7 857	7 857	8 301	71
En restructuration	1 375	1 375	1 048	11
Parc Exploité	9 232	9 232	9 349	82
Lits à installer	520	546	647	1
Parc Autorisé	9 752	9 778	9 996	83

Le chiffre d'affaires global du premier semestre 2022 s'établit à 359,9 millions d'euros. L'activité Exploitation progresse de 8,0% par rapport au premier semestre 2021 et s'élève à 334,5 millions d'euros, grâce à la solidité de la croissance organique de + 7,3%.

L'activité Immobilière représente 25,4 millions d'euros sur le premier semestre 2022. Elle résulte de l'avancement des chantiers en cours, en ligne avec le calendrier de livraison.

L'EBITDA consolidé s'élève à 72,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022. Il présente une marge sur chiffre d'affaires de 20,1% en repli de 0,7 point par rapport à la même période de 2021 sous l'effet de la baisse en 2022 des compensations de surcoûts reçues de l'Etat en secteur sanitaire, des efforts consacrés à la structuration du Siège et des antennes d'HAD, dans le contexte d'une première implantation en Pologne.

Hors IFRS16 (après déduction des loyers), la marge d'EBITDA consolidé s'établit à 10,8% du chiffre d'affaires. Hors IFRS16, la marge d'EBITDA de la seule activité Exploitation ressort à 10,4%, tandis

que celle des sites en croisière demeure stable d'une année sur l'autre, en s'établissant solidement à 11,5% du chiffre d'affaires.

L'EBIT (résultat opérationnel courant) s'établit à 33,1 millions d'euros à mi-exercice, en hausse de 7,1% sur un an. Il présente une marge stable d'un exercice à l'autre, en raison d'une évolution maîtrisée de la masse salariale, des loyers et des autres charges, en corrélation avec la progression du chiffre d'affaires. La marge d'EBIT de l'Exploitation reste solidement ancrée à 9,7%, le repli de 21 points de base tenant à l'acquisition des établissements polonais début 2022 et au démarrage de l'HAD sur l'île de Mayotte.

Compte de Résultat Simplifié En M€, normes IFRS	1 ^{er} semestre 2022			1 ^{er} semestre 2021			Variation	
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Total
Chiffre d'Affaires	334,5	25,4	359,9	309,8	28,4	338,1	+8,0%	+6,4%
Charges de Personnel	-185,7	-1,7	-187,4	-172,8	-1,4	-174,2	+7,5%	+7,6%
Impôts et taxes	-17,3	-0,6	-17,9	-15,5	-0,8	-16,4	+11,4%	+9,2%
EBITDA	69,7	2,7	72,4	68,1	2,2	70,4	+2,2%	+2,9%
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>20,8%</i>	<i>10,8%</i>	<i>20,1%</i>	<i>22,0%</i>	<i>7,9%</i>	<i>20,8%</i>	<i>-117 pb</i>	<i>-70 pb</i>
EBITDA hors IFRS 16	34,9	3,9	38,8	34,7	3,4	38,1	+0,7%	+1,9%
<i>Marge d'EBITDA hors IFRS 16</i>	<i>10,4%</i>	<i>15,3%</i>	<i>10,8%</i>	<i>11,2%</i>	<i>11,9%</i>	<i>11,3%</i>	<i>-76 pb</i>	<i>-48 pb</i>
EBIT (Résultat Opér. Courant)	32,4	0,7	33,1	30,6	0,3	30,9	+5,7%	+7,1%
<i>Marge d'EBIT</i>	<i>9,7%</i>	<i>2,8%</i>	<i>9,2%</i>	<i>9,9%</i>	<i>0,9%</i>	<i>9,1%</i>	<i>-21 pb</i>	<i>+6 pb</i>
Résultat Opérationnel	31,8	0,2	32,0	27,6	-0,3	27,3	+15,2%	+17,2%
<i>Marge Opérationnelle</i>	<i>9,5%</i>	<i>0,7%</i>	<i>8,9%</i>	<i>8,9%</i>	<i>-1,2%</i>	<i>8,1%</i>	<i>+60 pb</i>	<i>+82 pb</i>
Résultat financier	-9,3	-0,9	-10,3	-9,1	-0,7	-9,8	+2,0%	+4,6%
Résultat avant impôt	22,5	-0,8	21,7	18,5	-1,0	17,5	+21,7%	+24,3%
Charges d'impôt	-8,0	-0,1	-8,0	-7,0	0,1	-6,9	+13,8%	+16,2%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0,2	0,1	0,3	1,1	-	1,1	-78,6%	-71,2%
Résultat net 100%	14,8	-0,8	14,0	12,6	-0,9	11,7	+17,5%	+20,2%
Intérêts minoritaires	-0,5	0,0	-0,5	-0,5	-0,0	-0,5	+2,0%	-9,2%
Résultat Net Part du Groupe	14,3	-0,7	13,5	12,1	-0,9	11,1	+18,1%	+21,6%
<i>Marge Nette Part du Groupe</i>	<i>4,3%</i>	<i>-2,9%</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,9%</i>	<i>-3,3%</i>	<i>3,3%</i>	<i>+37 pb</i>	<i>+47 pb</i>

Le Résultat Opérationnel s'améliore de 17,2% pour atteindre 32,0 millions d'euros. Cette évolution intègre un moindre coût de départ de sites sur le 1^{er} semestre 2022 en comparaison du 1^{er} semestre 2021.

La charge financière globale de -10,3 millions d'euros s'inscrit en variation maîtrisée de 4,6%, tandis que le coût de la dette brute est contenu à 1,6% contre 1,5% un an plus tôt. Cette discipline financière s'appuie sur une politique de couverture active et un mix de financements diversifiés, qui limitent l'exposition de la charge d'intérêt face au contexte fortement inflationniste des taux monétaires.

La charge d'impôt fait ressortir un **taux apparent de 36,9%**, à comparer à 39,4% l'an passé. Cette diminution découle de la baisse du taux d'impôt société de droit commun en France, qui a atteint un point bas.

Le **résultat net part du Groupe s'établit à 13,5 millions d'euros**, en progression de 21,6% sur un an. La marge nette est en hausse à 3,8% du chiffre d'affaires contre 3,3% l'an passé (+47 points de base), se rapprochant ainsi du niveau d'avant crise.

Les **investissements de maintien (Capex) représentent** 6,5 millions d'euros au premier semestre 2022, soit **2,0% du chiffre d'affaires**, à un niveau maîtrisé. Sur les établissements en régime de croisière, ils représentent 1,6% du chiffre d'affaires et leur taux d'effort, mesuré par le ratio Capex sur EBITDA avant IFRS 16 s'établit à 13,6%.

Au 30 juin 2022, **la dette financière nette s'établit à 335,8 millions d'euros**. Elle **est en baisse de 47 millions d'euros** par rapport à fin 2021, et bénéficie de Cash-Flows libres de 30 millions d'euros reposant sur une génération d'EBITDA solide et un BFR revenu à un niveau normatif.

Elle intègre une **dette d'Exploitation de 133 millions d'euros** qui représente 40% de l'endettement net du Groupe, le solde étant constitué de dettes adossées à des actifs immobiliers pour l'essentiel cessibles.

Le **Levier d'Exploitation se détend nettement à 1,92 x** pour un covenant plafonné à 4,25. **Le Gearing d'Exploitation s'établit à 32%** pour une autorisation de 125%.

La situation de **trésorerie disponible** à la clôture **représente 110,5 millions d'euros** (dont 106,1 millions pour la seule activité Exploitation) et se trouve renforcée par des capacités de tirage du RCF pour 175 millions, portant la liquidité à un niveau proche de 300 millions d'euros.

Cette assise financière est la résultante d'une part du refinancement en profondeur de LNA Santé achevé avec succès en février 2022 avec la réalisation d'une augmentation de capital et d'autre part d'une génération de cash active en provenance des métiers.

2. FAITS MARQUANTS

2.1. Exploitation

Ensemble des activités

- Environnement réglementaire

En France, les établissements de santé relevant de la prise en charge et de l'accompagnement des personnes âgées, de l'admission des patients en séjour de réadaptation ou de psychiatrie et de l'hospitalisation à domicile sont strictement encadrés par une réglementation nationale de santé. Le Groupe LNA Santé se doit naturellement d'assurer une veille active de l'environnement réglementaire afin de prévenir toute difficulté dans la compréhension et la mise en œuvre des dispositions sanitaires, dans l'accueil des publics et dans la gestion des établissements, que les instructions soient d'ordre législatif ou qu'elles émanent de l'Etat et des collectivités territoriales.

La mise en lumière au cours du 1^{er} semestre de dérives et d'abus au sein d'opérateurs a conduit les autorités de santé à déclarer un vaste plan de contrôle des 7 500 EHPAD en 2 ans afin de

s'assurer du bon fonctionnement des établissements et de leur capacité à garantir la sécurité des résidents et la qualité de leur accompagnement.

Les établissements de LNA Santé se sont toujours montrés coopératifs et transparents dans les demandes formulées par les autorités, à l'instar des missions d'inspections initiées après l'affaire ORPEA par les Agences Régionales de Santé sur 3 sites du Groupe. Les conclusions de ces contrôles n'ont pas démontré d'écarts à la réglementation ni de défaut de prise en soin ; elles ont été accompagnées de quelques remarques visant à améliorer les pratiques des établissements.

Dans le prolongement de l'affaire ORPEA, le décret du 28 avril 2022 relatif à la **transparence financière des établissements et services sociaux et médico-sociaux** vise à accroître le niveau d'information des autorités sur des données financières du fonctionnement des établissements afin de veiller au bon usage des fonds publics mais également à améliorer l'information des résidents quant aux prestations proposées par les établissements et leur facturation.

LNA Santé a pris connaissance de ces nouvelles mesures et travaille à faire évoluer ses outils pour une mise en application des changements réglementaires conformément aux délais prévus par les textes.

Les autorités de tarification (Agences Régionales de Santé et Conseils Départementaux) sont en charge de la déclinaison de la politique envers les personnes âgées sur leurs territoires. A cette fin, des schémas régionaux ou départementaux sont édités, en concertation avec les acteurs de l'offre du territoire. Véritables outils de planification, ces schémas permettent aux gestionnaires de venir adapter leurs offres (Articles L.1434-1 et suivants du Code de la Santé Publique et articles L.233-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles).

Les dernières circulaires budgétaires encouragent également les Agences Régionales de Santé à accompagner (avec l'octroi de financements complémentaires) des nouvelles modalités de prise en charge en EHPAD. Les établissements LNA Santé se positionnent comme des **acteurs pilotes de nombreuses initiatives innovantes de leurs territoires** : astreintes infirmières mutualisées de nuit (au service d'établissements publics ou privés), EHPAD hors les murs, Pôles d'Activités et de Soins nocturnes, Centre de Ressource Territorial etc. Le Groupe est très attentif à ces orientations nationales et cherche à y inscrire ses établissements (en qualité de pilote ou de partenaire).

L'activité des établissements de santé est pilotée par les Agences Régionales de Santé (interlocuteurs uniques). La politique de santé est décrite au sein des Projets Régionaux de Santé (Articles L.1434-1 et suivants du Code de la Santé Publique). Ce document vient préciser, plus ou moins finement, les orientations des prises en charge sur les volets qualitatifs et quantitatifs. Chaque création d'activité de soin, transfert, reprise d'établissement est soumis à l'obtention d'un accord de l'Agence Régionale de Santé compétente. Ces accords sont obtenus suite à dépôt par le demandeur (entité gestionnaire) d'un projet suivant des modalités claires décrites dans la réglementation (articles L6122-1 et suivants du Code de la Santé Publique). Le Groupe poursuit une veille active des modalités et conditions d'obtention des autorisations afin d'être force de proposition auprès des pouvoirs publics et adapter en continu son activité sanitaire.

Le secteur sanitaire connaît une stabilisation tarifaire pour l'année 2022 avec une indexation du tarif des SMR de + 0,27% à compter du premier mars 2022, dans l'hypothèse d'une restitution intégrale aux opérateurs de la réserve prudentielle. Le nouveau modèle de financement prévu par l'article 78 de la loi de financement de sécurité sociale pour 2016 reste inchangé en ce qui concerne la part de 10% consacrée à la dotation modulée à l'activité. Une nouvelle réforme du financement des activités SMR entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Ce nouveau modèle de financement, applicable à l'ensemble des SMR (tous statuts confondus), viendra conjuguer un financement issu de recettes liées à leur activité (environ 50% de son chiffre d'affaire) mais également de recettes

relevant de leur qualité, de leurs spécificités d'activités, de leurs équipements techniques (plateaux techniques) et des indicateurs populationnels de leur territoire.

Le « virage ambulatoire » se poursuit avec le développement des prises en charge ambulatoires par substitution intra et extra muros sur le champ du SMR et de la psychiatrie avec, notamment, le développement de l'hospitalisation à domicile, l'accompagnement de la réduction de la durée moyenne de séjour en hospitalisation complète et la prévention des ré-hospitalisations. Une réforme des autorisations entrera en vigueur en juin 2023. Cette réforme rend systématique la proposition par les établissements d'une prise en charge en ambulatoire des activités proposées en hospitalisation complète (quand cela ne sera pas rendu possible alors une convention avec une structure ambulatoire devra être mise en place).

Le Ministère de la Santé (Direction Générale de l'Offre de Soins) édite plusieurs fois par an des circulaires budgétaires venant décrire au fil de l'année des orientations de délégations de crédits aux établissements de santé. Le Groupe les analyse afin d'identifier les impacts éventuels pour ses établissements et s'assurer de la bonne allocation des crédits auxquels ils peuvent prétendre. Ces circulaires viennent également préciser les orientations d'octroi de crédits complémentaires liés à l'activité des établissements ou soumis à des appels à projets. Les établissements sanitaires du Groupe candidatent régulièrement à ces appels à projets afin de disposer de moyens supplémentaires au service du renforcement de l'offre territoriale de santé et de l'innovation dans la prise en charge.

■ Ségur de la Santé

Les accords du Ségur de la Santé ont été signés le 13 juillet 2020 par le Premier ministre, le ministre des Solidarités et de la Santé, ainsi que par une majorité d'organisations syndicales. Ces accords rassemblent une série de mesures destinées notamment à améliorer l'attractivité des métiers de la santé par des revalorisations salariales. Pour le secteur privé lucratif, cette revalorisation s'élève à 206 euros bruts par mois (soit environ 160 euros nets). Ces revalorisations salariales financées par l'Etat sont entrées en application à partir de décembre 2020 (effet rétroactif à septembre 2020).

Ces accords Ségur ont été complétés en 2022 (Accord Ségur 2 et Accord sur la revalorisation des médecins) :

- L'accord Ségur 2 correspond en moyenne à 35 euros bruts supplémentaire pour le personnel soignant (infirmier, aide-soignant...). Cette mesure est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022.
- L'accord sur la revalorisation des médecins coordonnateurs est applicable à compter du 1^{er} avril 2022, pour les médecins des EHPAD qui bénéficient d'une prime d'un montant de 517 euros bruts par mois.

■ Taux d'occupation

Le premier semestre 2022 affiche, pour l'ensemble des établissements LNA Santé, un taux d'occupation global de 96,0%, soit 4,7 points de plus par rapport au premier semestre 2021.

Secteur Médico-social France

■ Taux d'occupation

L'activité des EHPAD en France affiche un taux d'occupation moyen de 93,5% sur le premier semestre 2022, en amélioration de 3 points par rapport au premier semestre 2021, marquant une reprise progressive de l'activité après le coup d'arrêt brutal de la crise sanitaire et ses confinements successifs.

La gamme Élégance connaît la plus forte progression de 3 points, à plus de 92% au premier semestre 2022. Le taux d'occupation moyen est toujours en-deçà de la situation d'avant crise sanitaire, du fait du retard de remplissage constaté sur six établissements localisés dans les régions Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le taux d'occupation moyen sur le premier semestre 2022 des EHPAD de la gamme Confort s'améliore de 2,5 points à plus de 97%, un niveau proche de la situation d'avant crise qui atteste de leur grande résilience.

■ Evolutions tarifaires

L'arrêté du 21 décembre 2021 relatif aux prix des prestations d'hébergement a fixé, pour l'année 2022, l'indexation maximale des contrats des résidents présents au premier janvier 2021 à +1,97 %, à comparer au taux de +0,46% arrêté en décembre 2020 pour l'exercice 2021.

■ Passage des conventions tripartites vers les CPOM

Le nombre d'EHPAD sous option tarifaire globale s'établit à 41 au 30 juin 2022, représentant 3 892 lits (hébergement permanent), soit plus de 87% du total des lits exploités en hébergement permanent en EHPAD.

Depuis le premier janvier 2017, les établissements LNA Santé sont entrés dans la négociation de CPOM (Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens). Entre 2017 et le 30 juin 2022, 18 CPOM ont été signés (31 établissements). 6 CPOM (8 établissements) sont actuellement en cours de négociation. 2 CPOM (6 établissements) resteront à négocier. La crise sanitaire Covid-19 a suspendu les négociations des CPOM sur toute l'année 2020 et a fortement ralenti les négociations en 2021. L'année 2023 devrait également marquer le début de la campagne de renouvellement des CPOM les plus anciens.

Les CPOM définissent les obligations respectives des parties signataires et prévoient leurs modalités de suivi, notamment sous forme d'indicateurs. Ils déterminent des objectifs en matière d'activité, de qualité de prise en charge et de qualité de vie au travail. Ils fixent par ailleurs les éléments pluriannuels du budget des établissements (en fonction des GMP et PMP des établissements) et le cas échéant, précisent la nature et le montant des financements complémentaires aux forfaits relatifs aux soins et à la dépendance.

Secteur Sanitaire France

■ Taux d'occupation

Les SMR affichent un taux d'occupation moyen sur le premier semestre 2022 de 94,5%, en hausse de 8 points par rapport à un premier semestre 2021 fortement perturbé par la crise sanitaire et les déprogrammations hospitalières.

Concernant les structures d'Hospitalisation à Domicile, le nombre de patients pris en charge continue de s'inscrire en hausse de 6% au premier semestre 2022 par rapport à la même période de l'an passé, soit une occupation moyenne d'environ 725 patients.

- Evolutions tarifaires

La circulaire relative à la première campagne tarifaire et budgétaire 2022 des établissements de santé a fixé une indexation du tarif des SMR de + 0,27% à compter du premier mars 2022, dans l'hypothèse d'une restitution intégrale aux opérateurs de la réserve prudentielle équivalente.

Secteur International Métier

- Taux d'occupation

Les quatre Maisons de Repos Belges présentent un taux d'occupation moyen de 90% sur le premier semestre 2022, en forte progression de 7 points par rapport au premier semestre 2021, dans un environnement concurrentiel tendu sur la région bruxelloise.

2.3. Immobilier

A date du présent rapport, les programmes immobiliers se poursuivent sur les sites suivants :

- La construction en cours de l'EHPAD situé à Pessac (33),
- La construction du Pôle de Santé de Meaux (77),

Le détail de l'activité immobilière du premier semestre est présenté avec l'analyse des comptes au chapitre 4 et la projection annuelle d'activité ainsi que le panorama des futurs programmes au chapitre 5, traitant des perspectives.

2.4. Développement

- Capacité du parc

Le Groupe a poursuivi la politique d'acquisitions ciblées et d'extension de l'offre en complétant sur le 1^{er} semestre 2022 le parc en exploitation de 117 lits et places à 9 349 lits avec les mouvements suivants :

- Acquisition de deux cliniques en Pologne pour 125 lits exploités
- Extension capacitaire de 67 places sur les territoires de l'HAD
- Ouverture de l'HAD de Mayotte pour 30 places
- Autorisation complémentaire de 10 places d'hôpital de jour sur une clinique SMR
- Fermeture de la clinique SMR les Oiseaux pour - 115 lits et places.

Au 30 juin 2022, le réseau en exploitation compte 9 349 lits répartis sur 82 établissements :

- 45 EHPAD (4 655 lits) pour le secteur Médico-social France,
- 18 Soins de Suite et Réadaptation (2 882 lits), 2 Clinique psychiatrique (299 lits), 8 structures d'hospitalisation à domicile (640 places), 3 établissements de chirurgie (193 lits) pour le secteur Sanitaire France,

- 4 Maisons de Repos en Belgique (555 lits), 2 établissements en Pologne (125 places) pour le secteur International Métier.

	31/12/2021		30/06/2022				
	Nb étb	Nb lits	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Nb lits	Nb étb
Lits en exploitation	81	9 232	4 655	4 014	680	9 349	82
<i>dont en régime de croisière</i>	<i>67</i>	<i>7 857</i>	<i>4 478</i>	<i>3 268</i>	<i>555</i>	<i>8 301</i>	<i>71</i>

Au 30 juin 2022, le portefeuille de lits à installer sur les prochains exercices s'établit à 647 unités. Il intègre 403 places en secteur sanitaire France (271 lits et places en SMR, 52 places en Psychiatrie et 80 places en HAD), 181 lits en secteur médico-social France et 63 lits en secteur International.

2.5. Gouvernance

■ Augmentation de capital

Le 3 février 2022, LNA Santé a annoncé le renforcement et l'arrivée à son capital, d'investisseurs de long terme : Siparex, Unexo, Sodero Gestion, BNP Paribas Développement (associés au sein d'un véhicule d'investissements dédié : Nobinvest 2A) et le groupe SMA d'une part, et d'actionnaires historiques familiaux au sein de la Financière Vertavienne 44 d'autre part, au moyen de reclassements de titres (cédés par le fonds sortant MPL2 et la famille Mesnard) et d'une participation à une augmentation de capital réservée.

A cette fin, LNA Santé a constaté la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 49 999 950 euros (prime d'émission incluse), au prix de 52,50 euros par action.

Par ailleurs, après la constatation le 30 novembre 2021 de la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un PEE via le FCPE Nobelia, la société LNA Ensemble réunissant 700 salariés associés en son sein a procédé au rachat d'actions LNA Santé pour un investissement total de 32 659 830 euros et détient ainsi une participation de 8,39% du capital de LNA Santé.

Nobinvest 2A, SMA BTP, SMAvie BTP et LNA Ensemble ont adhéré au pacte d'actionnaires et ont rejoint ainsi le concert contrôlant la société LNA Santé.

Ces opérations consolident l'indépendance du Groupe LNA Santé et sa gouvernance, et viennent en soutien du développement, en France et à l'Étranger, de chacune des lignes métiers EHPAD, SMR, PSY et HAD dans le respect des valeurs et du projet d'entreprise. Les impacts de ces opérations sur les états financiers sont présentés en Note 22.

■ Répartition du Capital au 30 juin 2022

Le capital social s'élève à 21 418 832 euros divisé en 10 709 416 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Le capital en pourcentage de détention d'actions se répartit comme suit :

- Actionnaires au nominatif : 55,9 % dont le pacte d'actionnaires : 50,3%
- Actionnaires au porteur : 44,1 %.

3. METHODES COMPTABLES

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2022 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2021, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables à compter du premier janvier 2022 et décrites au paragraphe 2.2 des annexes aux états financiers résumés au 30 juin 2022.

4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

4.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Au terme des six premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires total est arrêté à **359,9 millions d'euros** contre 338,1 millions d'euros au 30 juin 2021. Il s'inscrit en hausse de 6,4% sur un an en provenance de l'activité Exploitation, qui affiche une dynamique de croissance de + 8,0%.

4.1.1 Chiffre d'affaires Immobilier

Le **chiffre d'affaires Immobilier** s'établit à 25,4 millions d'euros sur le semestre contre 28,4 millions au 1^{er} semestre 2021.

L'activité constatée selon la méthode de l'avancement est constituée principalement :

- De la construction en cours de l'EHPAD situé à Pessac (33),
- De l'extension livrée de la Maison de Santé d'Epinay (93),
- De la construction du Pôle de Santé de Meaux (77),
- Des reventes de lots de copropriété dans le cadre de programmes de travaux.

4.1.2 Chiffre d'affaires Exploitation

Au terme du premier semestre 2022, le chiffre d'affaires Exploitation du Groupe LNA Santé s'élève à 334,5 millions d'euros, en hausse de 8,0% par rapport au premier semestre 2021, dont **+ 7,3% de croissance organique** et + 0,7% de croissance externe.

<i>Historique du chiffre d'affaires (CA) Exploitation en M€</i>	S1 2018	S1 2019	S1 2020	S1 2021	S1 2022
CA semestriel Total	260,4	255,5	278,3	338,1	359,9
CA semestriel Exploitation	214,1	230,5	252,1	309,8	334,5
Var N/N-1 CA Exploitation	+ 5,1%	+ 7,7%	+ 9,4%	+ 22,9%	+ 8,0%
dont croissance organique	+ 4,1%	+ 5,2%	+ 2,8%	+ 7,1%	+ 7,3%

Cette croissance est le résultat des contributions des différents métiers, se présentant ainsi :

Chiffre d'affaires Par secteur, en M€	S1 2022	S1 2021	% Variation	% Var. Organique	% CA 2022	% CA 2021
Médico-social France	132,6	126,7	+ 4,6%	+ 4,6%	40%	41%
Sanitaire France	183,9	167,9	+ 9,5%	+ 9,0%	55%	54%
International Métier	15,5	13,3	+ 17,1%	+ 8,0%	5%	4%
Autres	2,5	1,9	-	-	N/S	1%
TOTAL	334,5	309,8	+ 8,0%	+ 7,3%	100%	100%

Au 2^{ème} trimestre 2022, le chiffre d'affaires Exploitation de LNA Santé s'élève à 168,2 millions d'euros, en progression de 7,8% par rapport à la même période de l'an passé, dont 7,3% de croissance organique et 0,5% de croissance externe.

L'activité des EHPAD fortement médicalisés (**Médico-Social France**) s'établit à 132,6 millions d'euros sur le semestre, en hausse purement organique de 4,6% du fait de la remontée de l'occupation. Elle s'analyse ainsi :

- les **EHPAD Confort**, à prix d'hébergement limité, présentent un chiffre d'affaires de 22,3 millions d'euros, en hausse de 3,2%,
- l'activité des **EHPAD Elégance** à 110,3 millions d'euros affiche une croissance de 4,9% par rapport au 1^{er} semestre 2021.

L'activité du secteur **Sanitaire** délivre une croissance dynamique de 9,5% sur le 1^{er} semestre 2022 à 183,9 millions d'euros. Cette progression est essentiellement d'origine organique, pour 9,0%. L'activité sanitaire résulte des contributions suivantes :

- les **Soins Médicaux et de Réadaptation (SMR)** génèrent une activité de 148,5 millions d'euros sur le semestre, en progression de 9,0% par rapport au 1^{er} semestre 2021, dont 8,3% de croissance organique,
- les **structures d'Hospitalisation A Domicile (HAD)** engendrent une activité de 35,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2022, en hausse de 11,7% par rapport à la même période un an plus tôt, exclusivement d'origine organique.

L'activité du secteur International Métier est en croissance de 17,1% à 15,5 millions d'euros, dont 9,1% de croissance externe avec l'acquisition des deux établissements polonais le 28 février 2022. L'analyse par pays fait ressortir les mouvements suivants :

- les **maisons de repos en Belgique** génèrent une activité de 14,3 millions d'euros sur le semestre, en rebond de 8,0% par rapport à la même période l'an passé,
- les **cliniques polonaises** présentent un chiffre d'affaires de 1,2 million d'euros.

4.2 RESULTATS ET MARGES

Le compte de résultat simplifié est présenté au chapitre 1. Les commentaires ci-après portent principalement sur les soldes intermédiaires de l'activité Exploitation.

4.2.1 EBITDA

Compte tenu de la faible contribution de l'activité Immobilière à l'EBITDA à hauteur de 4% de l'EBITDA consolidé au 30 juin 2022 avec un taux de marge limité de 10,8%, les commentaires concernent principalement l'analyse de l'EBITDA de l'activité Exploitation.

Achats et charges externes

Y compris la variation des stocks, ils s'établissent en activité Exploitation à 71,4 millions d'euros contre 66,4 millions un an plus tôt. Comparativement au chiffre d'affaires, ils sont stables d'une période à l'autre, représentant un ratio de 21%.

Frais de personnel

Les frais de personnel s'établissent à 187,4 millions d'euros dont 185,7 millions affectés à l'activité Exploitation, en hausse de 7,6% alignée avec la croissance de l'activité. La variation peut s'analyser comme la résultante des effets suivants :

- un effet périmètre lié aux acquisitions et extensions capacitaires pour 0,7%,
- un effet organique à périmètre constant pour 6,8%, à comparer à une croissance organique du chiffre d'affaires Exploitation de 7,3%.

Les effectifs moyens du premier semestre s'établissent en équivalent temps plein (ETP) à 7 523 personnes, en hausse de 6,9% par rapport à juin 2021 (7 039 ETP). Les effectifs se répartissent entre les zones géographiques de la France (7 069 ETP), de la Belgique (346 ETP) et de la Pologne (108 ETP).

Impôts et taxes

En Exploitation, ils s'établissent à 17,3 millions d'euros sur la période et s'inscrivent en progression de 11,4%. Ils représentent un ratio de 5,2% du chiffre d'affaires, à comparer à 5,0% l'an passé, la hausse du poids relatif s'expliquant par des régularisations de cotisation foncière des entreprises (CFE). Ils comprennent notamment les taxes foncières, les taxes sur salaires et autres taxes sociales et les TVA non récupérables sur loyers. Pour rappel, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en charge d'impôt société.

Loyers (hors éliminations liées à IFRS 16)

Les loyers externes Exploitation, présentés avant éliminations liées à la norme IFRS 16, s'établissent à 39,6 millions d'euros contre 38,4 millions d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 3,0%, imputable à hauteur de 1,8 points aux entrées de périmètre, extensions capacitaires et travaux.

Leur part relative s'allège à 11,8% du chiffre d'affaires Exploitation à fin juin 2022 (contre 12,4% au 30 juin 2021), dans un contexte d'indexation des loyers maîtrisée.

Composantes de l'évolution des loyers S1 2022 vs S1 2021

	Variation Juin 22 vs Juin 21	Rappel N-1
Effet de l'indexation à périmètre constant	+ 1,3%	+ 0,2%
Effet de périmètre 2022/2021	+ 0,2%	+ 7,2%
Evolution capacitaire et montée en gamme du parc (travaux)	+ 1,6%	+ 2,8%
Variation des loyers en activité Exploitation	+ 3,0%	+ 10,1%

L'EBITDA consolidé s'élève à 72,4 millions d'euros au premier semestre 2022. Il présente une marge sur chiffre d'affaires de 20,1% en repli de 0,7 point par rapport à la même période de 2021 sous l'effet des efforts consacrés à la structuration du Siège et des HAD, dans le contexte d'une première implantation en Pologne.

L'EBITDA de l'activité Exploitation s'élève à 69,7 millions d'euros au premier semestre 2022, en amélioration de 2,2% par rapport au premier semestre 2021. Il présente un ratio sur chiffre d'affaires de 20,8% en contraction de 1,2 point par rapport à la même période de 2021.

La marge d'EBITDA du secteur Médico-Social France représente 25,5% du chiffre d'affaires et affiche un léger repli de 11 points de base sur un an.

La marge d'EBITDA du secteur Sanitaire France s'établit à 18,3% du chiffre d'affaires, en diminution de 71 points de base. Ce mouvement s'explique principalement par le renforcement des organisations effectué pour soutenir la dynamique d'activité des entités en croisière, et par le lancement de l'activité de l'HAD à Mayotte.

La marge d'EBITDA du secteur International Métier est en repli de 2,5 points à 14,4%. Ce mouvement est dû à l'entrée des deux établissements polonais actuellement en sous-occupation, et à l'inflation en Belgique (énergies, loyers et revalorisations salariales).

La marge d'EBITDA des établissements en régime de croisière est en baisse de 78 points de base à 22,6 % du chiffre d'affaires, contre 23,4 % l'an dernier.

Avant application du référentiel IFRS 16 (après déduction des loyers), la marge d'EBITDA Exploitation ressort à 10,4%, en repli de 76 points de base du fait de l'effet dilutif de l'intégration de la Pologne et du démarrage de l'HAD sur l'île de Mayotte. La marge d'EBITDA avant IFRS 16 des sites en croisière reste stable d'une année à l'autre et s'établit solidement à 11,5%.

4.2.2 Résultat opérationnel

Le Résultat Opérationnel du Groupe s'établit à 32,0 millions d'euros contre 27,3 millions l'an dernier, en hausse de 17,2% d'une période à l'autre.

L'activité Immobilière contribue au Résultat Opérationnel pour 0,2 million d'euros. L'analyse de la performance opérationnelle ci-après est donc consacrée à la seule composante de l'Exploitation.

L'EBIT d'Exploitation (Résultat Opérationnel Courant) intègre l'amortissement des droits d'utilisation activés sur les contrats de location selon le traitement IFRS 16 pour - 28,5 millions d'euros, des dotations aux amortissements pour un montant de - 7,9 millions d'euros (soit 2,4% du chiffre d'affaires), des dotations nettes aux provisions pour risques et charges (y compris provision sur

engagements de retraite) de - 1,3 million et des autres charges pour 0,5 million (constitués principalement de subventions d'investissement), soit des mouvements en cumul de - 37,3 millions d'euros qui expliquent le passage de l'EBITDA Exploitation de 69,7 millions d'euros à **l'EBIT d'Exploitation de 32,4 millions d'euros**.

Ainsi, l'EBIT d'Exploitation s'établit **en hausse de 5,7% sur un an**. La marge d'EBIT de l'Exploitation diminue légèrement de 21 points de base à 9,7%.

L'analyse par métier montre tout d'abord une marge d'EBIT du secteur Médico-Social France en légère amélioration de 5 points de base à 10,1%.

La marge d'EBIT du secteur Sanitaire France s'établit à 11,1% à fin juin 2022. Elle affiche une augmentation de 48 points de base sur un an.

La marge d'EBIT sur le secteur International Métier est en baisse de 2,4 points à 0,4%, compte tenu de l'entrée dilutive des établissements polonais (en sous-occupation) dans le périmètre consolidé.

Les sites en croisière affichent au 30 juin 2022 une rentabilité opérationnelle courante de 11,4%, en hausse de 38 points de base par rapport à l'an passé. Cette marge est à comparer à celle des établissements en restructuration à 1,0%, soit un écart de 10,5 points de marge qui constitue une réserve de résultat futur.

Les sites en croisière délivrent une contribution sur le résultat opérationnel courant de 33,6 millions d'euros. Leur résilience permet de sécuriser dans la durée la performance de l'ensemble du Groupe.

Compte tenu des mouvements non ordinaires pour -0,5 million d'euros, le **Résultat Opérationnel de l'activité Exploitation s'établit à 31,8 millions** d'euros, en hausse de 15,2%, bénéficiant d'un moindre coût de départ de sites sur le premier semestre 2022 comparativement au premier semestre 2021.

La marge opérationnelle d'Exploitation représente 9,5% du chiffre d'affaires, en hausse de 60 points de base.

4.2.3 Résultat financier

Le coût de l'endettement est constitué des intérêts d'emprunts pour financer les investissements de développement (acquisition d'autorisations d'exploiter) et les capex d'entretien du parc.

Les charges financières nettes (coût de l'endettement et autres postes financiers) s'inscrivent en hausse maîtrisée de 4,6% à - 10,3 millions d'euros contre - 9,8 millions d'euros au 30 juin 2021. Le résultat financier est constitué à 91% de charges affectables à l'activité Exploitation et à 9% à l'activité Immobilière, suivant une répartition proche de celle de l'an passé.

La variation de la charge financière est contenue grâce à la politique active de couverture de taux du Groupe et de la diversification de la structure financière, qui limitent l'exposition de la charge d'intérêt face à un contexte fortement inflationniste des taux monétaires au cours du 1^{er} semestre.

Le coût de la dette brute affiche un taux de 1,6% contre 1,5% un an plus tôt. Le coût moyen de la dette immobilière ressort à 0,9% contre 0,7% l'an dernier. Le coût moyen de la dette Exploitation s'établit à 2,1%, en très légère hausse de 7 points de base par rapport au 30 juin 2021.

4.2.4 Résultat net

Le résultat avant impôt (RAVI) est arrêté à 21,7 millions d'euros au 30 juin 2022. Il s'établit en hausse de 4,2 millions d'euros par rapport à l'an dernier, grâce à un résultat opérationnel solide et un coût financier optimisé.

La charge d'impôt fait ressortir un taux effectif de 36,9% (à comparer à 39,4% l'an passé). La réduction du taux effectif est liée à la baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France à 25,0%.

Après prise en compte du résultat des sociétés mises en équivalence, la marge nette de l'ensemble consolidé représente 3,9% du chiffre d'affaires consolidé contre 3,5% l'an passé, en progression de 45 points de base. Sur l'activité Exploitation, elle ressort à 4,4%, à comparer à 4,1% l'an passé, soit une amélioration de 36 points de base.

Après déduction du résultat des minoritaires, le résultat net part du groupe atteint 13,5 millions d'euros, en croissance de 2,4 millions d'euros et présente une marge nette de 3,8%, à comparer à celle arrêtée fin juin 2021 à 3,3% du chiffre d'affaires, soit une amélioration de 47 points de base, l'amenant à un niveau proche de la situation d'avant crise.

4.3 SITUATION BILANTIELLE ET STRUCTURE FINANCIERE

4.3.1 Présentation du bilan (y compris IFRS 16)

En millions d'euros	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2022	31/12/2021	
			284,5	223,0	Capitaux propres totaux
			277,1	216,1	Capitaux propres du Groupe
			7,4	6,9	Intérêts ne conférant pas le contrôle
Actifs non courants	1 222,4	1 175,3	754,4	757,8	Passifs non courants
Ecarts d'acquisition	142,4	136,1	8,7	10,2	Engagements de retraite
Immobilisations incorporelles	411,1	410,5	78,9	76,9	Impôts différés passifs
Immobilisations corporelles	175,1	162,5	200,0	222,4	Emprunts & dettes non courantes
Actifs financiers non courants	5,1	3,1	458,1	439,2	Obligations locatives non courantes
Titres mis en équivalence	8,2	4,1	8,7	9,0	Autres éléments non courants
Droits d'utilisation	474,2	454,3			
Impôts différés actifs	6,2	4,8			
Actifs courants	320,2	354,5	503,6	549,0	Passifs courants
Stocks et en-cours	84,7	85,7	9,2	9,1	Provisions risques & charges
Clients et comptes rattachés	71,8	66,5	60,6	62,4	Dettes fn. & avances reçues
Autres actifs courants	50,8	47,5	227,0	289,3	Emprunts & dettes courants
Créances d'impôts courants	2,3	3,1	56,7	55,2	Obligations locatives courantes
Trésorerie et équivalents	110,7	151,8	146,4	128,3	Autres passifs courants
			3,7	4,8	Dettes d'impôts courants
TOTAL ACTIF	1 542,6	1 529,8	1 542,6	1 529,8	TOTAL PASSIF

Les principales variations des postes à l'actif sont les suivantes :

- Les écarts d'acquisition représentent 142,4 millions d'euros au 30 juin 2022. Ils tiennent compte de l'acquisition de 2 établissements polonais au cours de la période. La valeur brute des écarts d'acquisition est de 146,1 millions d'euros à la clôture et se répartit par secteurs d'activité de la manière suivante :
 - 76,2 millions d'euros pour le secteur Sanitaire
 - 57,5 millions d'euros pour le secteur Médico-Social France
 - 7,4 millions d'euros pour le secteur International Métier
 - 4,7 millions d'euros pour le secteur Immobilier
 - 0,3 million d'euros pour les autres activités non significatives.

Les pertes de valeur constatées à l'actif à la date de la clôture semestrielle s'établissent à -3,6 millions d'euros et concernent le secteur Médico-Social France pour -1,0 million d'euros, le secteur Sanitaire pour -2,0 millions d'euros et le secteur Immobilier pour -0,6 million.

- Les immobilisations corporelles représentent un actif de 175,1 millions d'euros qui intègre la première comptabilisation de l'immobilier de 2 établissements polonais.
- Les droits d'utilisation liés aux contrats de location des immeubles, représentent 474,2 millions d'euros. Ils sont en hausse de 19,9 millions d'euros, du fait principalement des réestimations de la durée probable de certains contrats.

Les principales variations des postes au passif sont les suivantes :

- Les capitaux propres s'élèvent à 284,5 millions d'euros, répartis entre la part du Groupe pour 277,1 millions d'euros et les intérêts ne conférant pas le contrôle pour 7,4 millions d'euros. Leur variation intègre les principaux mouvements suivants :
 - L'augmentation de capital du 3 février 2022 nette des frais d'émission pour +49,9 millions d'euros,
 - Le résultat de la période pour +14,0 millions d'euros, dont la part du groupe pour 13,5 millions d'euros,
 - Les distributions de dividendes pour -5,4 millions d'euros, dont -4,5 millions d'euros de dividendes de la holding LNA Santé, le solde concernant des dividendes versés aux minoritaires,
 - D'autres mouvements pour +3,0 millions d'euros, dont les autres éléments du résultat global et les acquisitions d'actions propres.
- Les dettes financières courantes et non courantes représentent 426,9 millions d'euros et diminuent de -84,7 millions d'euros sous l'effet notamment :
 - Du remboursement de l'ancien Euro-PP pour -51,2 millions d'euros,
 - D'un désendettement faisant suite aux opérations de recapitalisation de fin 2021 et début 2022
- Les obligations locatives courantes et non courantes s'établissent à 514,8 millions d'euros et augmentent de 20,5 millions d'euros du fait principalement des réestimations de la durée probable de certains contrats.
- Les autres passifs courants s'élèvent à 146,4 millions d'euros, en hausse de 18,2 millions d'euros s'expliquant principalement par :
 - La hausse des passifs sur contrats pour +5,4 millions d'euros, suivant l'avancement des chantiers immobiliers,
 - Les dividendes à payer pour +4,5 millions d'euros, décaissés le 11 juillet 2022,

- › L'augmentation des dettes sociales pour +3,8 millions d'euros, qui suit celle des charges de personnel,
- › D'autres mouvements pour +4,5 millions d'euros.

4.3.2 Capitaux propres, endettement net et covenants

Exploitation + Immobilier <i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Capitaux propres totaux	284,5	223,0
Impôts différés passifs	78,9	76,9
FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES	363,5	299,9
Dettes financières	426,9	511,7
Instruments financiers actifs	-3,2	-0,4
Engagements sur contrats de crédit-bail immobilier	22,7	23,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-110,7	-151,8
ENDETTEMENT NET	335,8	383,0

Exploitation <i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2022	31/12/2021
Capitaux propres totaux	296,9	234,7
Impôts différés passifs	74,6	73,3
FONDS PROPRES D'EXPLOITATION ⁽¹⁾	371,5	307,9
Dettes financières	230,7	323,0
Instruments financiers actifs	-3,1	-0,4
Comptes courants internes Exploitation / Immobilier	11,7	5,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-106,2	-145,5
ENDETTEMENT NET D'EXPLOITATION ⁽²⁾	133,0	183,0

(1) Les fonds propres d'Exploitation représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation liés à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation.

(2) Représente la dette financière brute d'Exploitation diminuée des disponibilités, des dépôts et des fonds propres apportés à l'Immobilier.

Capitaux propres

Les capitaux propres totaux s'établissent à 284,5 millions d'euros, en progression de 61,6 millions d'euros par rapport à la clôture du 31 décembre 2021. Cette hausse bénéficie de l'augmentation de capital réalisée le 03 février 2022 pour 49,9 millions d'euros nets des frais d'émission, et du résultat de la période pour 14,0 millions d'euros.

Endettement net

Au 30 juin 2022, la dette financière nette s'établit à 335,8 millions d'euros. Elle est en réduction de 47,1 millions d'euros par rapport à fin 2021, grâce à la bonne dynamique des cash-flows libres

générés au cours de la période et à l'augmentation de capital intervenue le 03 février 2022, d'un montant de 49,9 millions d'euros nets des frais d'émission.

Elle intègre une dette nette d'Exploitation de 133,0 millions d'euros qui représente 40% de l'endettement net du Groupe, le solde étant constitué de dettes immobilières adossées à des actifs immobiliers à restructurer ou à céder.

Covenants

La documentation du crédit syndiqué et de l'Euro-PP prévoit la neutralisation des impacts de la norme IFRS 16.

Ci-dessous, figure la présentation des impacts IFRS 16 sur les agrégats de base des covenants :

Exploitation	Indicateur	30/06/2022	Réintégration	Neutralisation	Prorata EBITDA	30/06/2022
		publié	engagements de crédit-bail immobilier	impacts IFRS 16	sur acquisition	ajusté
	EBITDA d'Exploitation avant IFRS 16 base annuelle	69,9			-0,8	69,1
	Fonds Propres d'Exploitation	371,5		39,5		411,0
	Dette Financière Nette d'Exploitation	133,0				133,0
	Ratio de Levier	1,90				1,92
	Ratio de Gearing	0,36				0,32

Immobilier	Indicateur	30/06/2022	Réintégration	Neutralisation	Prorata EBITDA	30/06/2022
		publié	engagements de crédit-bail immobilier	impacts IFRS 16	sur acquisition	ajusté
	Dette Financière Nette	180,1	22,7			202,9
	EBITDA Immobilier avant IFRS 16 base annuelle	7,8				7,8

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou renégocier les conditions de financement. Les principaux covenants du Groupe à la clôture se présentent ainsi :

- Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation¹ inférieur ou égal à 4,25 (levier)
- Endettement net d'Exploitation / Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation inférieur ou égal à 1,25 (gearing)
- Endettement net immobilier inférieur à 340 millions d'euros
- EBITDA Immobilier avant IFRS 16 positif

Au 30 juin 2022, les covenants sont respectés, avec un levier Exploitation égal à 1,92 et un gearing Exploitation de 0,32.

¹ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA Exploitation.

4.4 TRESORERIE ET FLUX (y compris IFRS 16)

Au 30 juin 2022, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 110,5 millions d'euros. Les flux de trésorerie de la période se présentent ainsi :

En millions d'euros	S1 2022	S1 2021	Var.
TRESORERIE A L'OUVERTURE	151,6	120,9	
EBITDA	72,4	70,4	+2,0
Autres éléments cash	-2,2	-2,5	+0,3
Variation du BFR	11,1	-37,2	+48,2
Impôt décaissé	-9,3	-3,2	-6,0
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	72,1	27,5	+44,6
FLUX DE TRESORERIE D'INVESTISSEMENT	-38,1	-20,1	-18,0
FLUX DE TRESORERIE DE FINANCEMENT	-75,1	-32,2	-42,9
TRESORERIE A LA CLOTURE	110,5	96,1	

- **Les flux nets de trésorerie générés par l'activité** s'établissent à 72,1 millions d'euros au 30 juin 2022, en augmentation de +44,6 millions d'euros. Ceci s'explique principalement par l'évolution favorable de la variation du besoin en fonds de roulement pour +48,2 millions d'euros, le 1^{er} semestre 2021 ayant été impacté par le remboursement des avances de trésorerie sur le secteur Sanitaire à hauteur de -45,9 millions d'euros.
- **Les flux d'investissement** représentent -38,1 millions d'euros, soit -18,0 millions d'euros par rapport au 30 juin 2021. Cette variation est liée aux développements du semestre, représentant un flux de -33,2 millions d'euros (-17,4 millions d'euros comparativement au premier semestre 2021), constitués de :
 - ▶ l'acquisition de 2 établissements en Pologne,
 - ▶ l'acquisition des actifs immobiliers afférant à ces établissements polonais,
 - ▶ l'acquisition des titres Fidexi (mise en équivalence immobilière),
 - ▶ le décaissement du solde de l'immobilier d'une clinique SMR.
- **Les flux de financement** s'établissent à -75,1 millions d'euros, en diminution de -42,9 millions d'euros, s'expliquant principalement par :
 - ▶ Le flux de remboursement net des dettes financières Exploitation, en diminution de -71,6 millions d'euros, comprenant le remboursement de l'ancien Euro-PP pour -51,2 millions d'euros en janvier 2022,
 - ▶ Le flux de remboursement net des dettes financières Immobilier, en diminution de -17,9 millions d'euros, en lien avec l'évolution des chantiers en cours,
 - ▶ L'augmentation de capital du 3 février 2022 pour un montant de +49,9 millions d'euros,
 - ▶ D'autres mouvements pour -3,3 millions d'euros, dont les acquisitions d'actions propres du semestre.

La trésorerie nette du Groupe ressort ainsi à fin juin 2022 à **110,5 millions d'euros** contre 151,6 millions d'euros à fin décembre 2021. L'activité Exploitation dispose d'une trésorerie nette au 30 juin 2022 de 106,1 millions d'euros.

Avec les capacités de tirage du RCF pour 175 millions d'euros, la liquidité du Groupe s'élève à un niveau de 285 millions d'euros.

5. PERSPECTIVES

Développement

Avec 11% du parc en restructuration au 30 juin 2022 (1 048 lits), et un portefeuille en développement renforcé à 647 lits, LNA Santé dispose d'un **parc sécurisé de 9 996 lits et places**, dont un **réservoir de valeur de 1 695 lits** qui viendront soutenir la croissance organique et renforcer la base de résultats des prochains exercices.

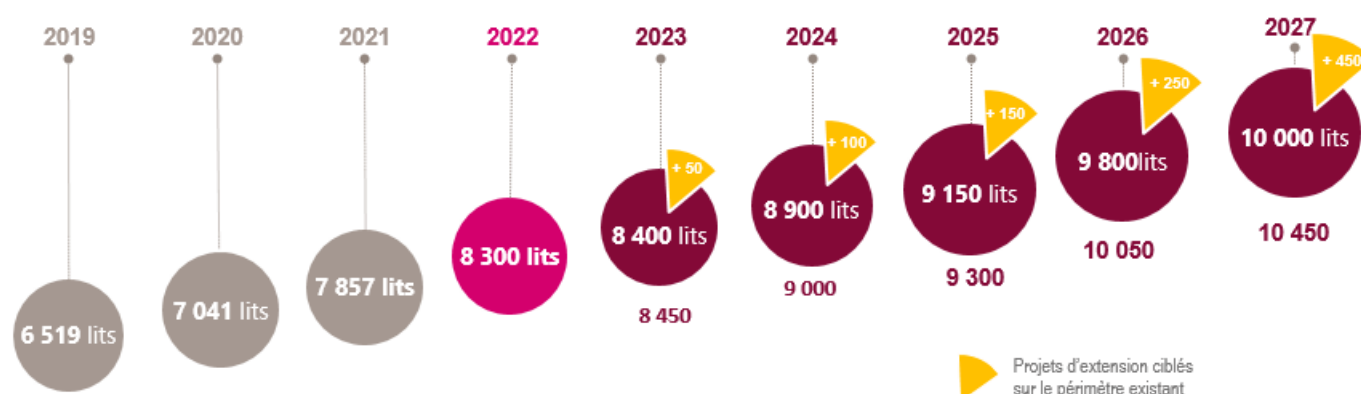
Le Groupe a **repris en exploitation** au 31 août 2022 un nouvel HAD dans le département de la Seine-et-Marne, **HAD Est Francilien (77)**, pour une patientèle de 40 places dans l'année de reprise.

Le plan de développement privilégie les opérations se situant sur les territoires d'implantation du Groupe, permettant de disposer à terme d'une offre de services de santé globale avec un objectif de densification du maillage territorial et de synergies entre les différents métiers. Le Groupe vise **un rythme d'acquisition et de restructuration de 600 à 800 lits par an**, modulable selon les conditions et les opportunités de marché.

Ces perspectives nourrissent l'ambition de développement du Groupe sur les prochaines années.

Transformation du parc existant en « régime de croisière »

hors nouveaux projets de développements



Fidèle à son projet d'entreprise axé sur la transformation de l'offre de santé, le Groupe LNA Santé prévoit de **passer en régime de croisière 1 700 lits et places supplémentaires sur les 5 prochaines années** sur la base du parc existant autorisé, hors nouveau développement, ainsi que 450 lits sur des projets d'extensions ciblés, soit un **parc à maturité porté à 10 450 lits en 2027** contre 8 300 début 2022.

Cette transformation repose sur la solidité du modèle d'exploitation dont l'atteinte de taille critique et l'expertise médicale de chaque établissement constituent 2 éléments clés.

	Nb éta.	Juin 22*	2026**	var.
EHPAD	45	103	109	+6%
Maison de Repos Belge	4	139	145	+ 4%
Clinique SMR et Psy	24	141	181	+ 28%

* taille existante hors acquisitions 2022 / ** taille cible hors nouveaux développements

Immobilier

Le planning des opérations concerne 32% des capacités du parc exploité pour un total représentant à la date de réception 2 978 lits neufs ou remis à neuf dont 719 nouveaux lits et places mis en exploitation à l'occasion des extensions et des ouvertures de sites. Il conduit à augmenter de 7,7% la capacité existante du parc de lits et places en exploitation. Le détail des opérations se présente comme suit :

Programme immobilier-Région	Secteur opérationnel	Année de livraison	Capacité à livraison	Lits * additionnels
Réhabilitation Les Vergers Vincennes -IDF	Médico-Social France	2022	107	
Extension SMR/PSY - IDF	Sanitaire	2022	118	
Construction Pessac-Aquitaine	Médico-Social France	2023	120	
Construction PSO-GHEF SMR -IDF	Sanitaire	2023	171	15
Reconstruction HAD-Centre	Sanitaire	2023	130	10
Extension EHPAD Elégance-PDL	Médico-Social France	2023	115	19
Reconstruction HAD-Centre	Sanitaire	2024	155	30
Extension EHPAD Elégance-Bretagne	Médico-Social France	2024	99	6
Extension SMR/PSY-PDL	Sanitaire	2025	128	40
Reconstruction HAD - Centre	Sanitaire	2025	60	15
Extension HDJ IM Mar Vivo – PACA	Sanitaire	2025	176	30
Extension EHPAD Elégance-PACA	Médico-Social France	2025	89	2
Extension EHPAD Elégance-IDF	Médico-Social France	2025	87	
Extension EHPAD Elégance-PDL	Médico-Social France	2025	107	24
Reconstruction SMR-Aquitaine	Sanitaire	2025	162	92
Construction SMR-PDL	Sanitaire	2025	178	52
Construction PSO-GHEF EHPAD - IDF	Médico-Social France	2025	154	124
Extension-rénovation SMR - Nord	Sanitaire	2025	199	45
Extension EHPAD Elégance-Bretagne	Médico-Social France	2026	126	60
Reconstruction SMR-Aquitaine	Sanitaire	2026	152	78
Reconstruction EHPAD Elégance-IDF	Médico-Social France	2026	127	52
Reconstruction EHPAD Elégance -PACA	Médico-Social France	2026	121	14
Reconstruction EHPAD Elégance-IDF	Médico-Social France	2026	97	11
	Lits		2 978	719
	% parc exploité		32%	7,7%

*dans le cas d'un transfert de site sans changement de capacité, aucun lit additionnel n'est pris en compte.

L'activité immobilière est attendue à près de 50 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2022. Elle concerne le métier des SMR/PSY à près de 60% et celui des EHPAD pour le solde. Les marges immobilières découleront logiquement du rythme et du calendrier des externalisations, mais resteront limitées dans l'intérêt de l'Exploitation qui assume in fine la charge des loyers.

Perspectives 2022

Le Groupe entend poursuivre activement le redressement de l'activité sur les territoires de santé concernés par des retards d'occupation pour parvenir à l'objectif d'une croissance organique de 6% en 2022 et un chiffre d'affaires Exploitation au-delà de 675 millions d'euros.

La bonne tenue des activités au troisième trimestre permet d'envisager une marge d'EBITDA Exploitation pour le second semestre relativement proche de celle du premier semestre, avec une structure financière bien maîtrisée.

Au-delà, le Groupe dessine avec confiance les contours de son nouveau projet stratégique Grandir Ensemble 2027. Fort des acquis du projet qui s'achève, il va permettre à LNA Santé de redonner de l'élan à ses ambitions, dans un environnement plus complexe, et face à l'urgence des défis à relever dans le secteur de la Santé, qu'il s'agisse tout à tour de l'image du Secteur, de l'attractivité de l'emploi, de la pénibilité au travail, de la médicalisation des structures et du virage climatique.

6. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 31 août 2022, le Groupe a racheté les autorisations d'une activité d'Hospitalisation à Domicile située à Coulommiers (77), représentant une patientèle estimée à 40 places sur l'exercice de reprise.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre sont ceux détaillés au chapitre 2.2 « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2021. Il n'a pas été identifié de nouveau risque significatif complémentaire à ces derniers, y compris lié au contexte géopolitique actuel.

Concernant la hausse des taux d'intérêts sur les marchés, les impacts pour le Groupe sont limités en raison de sa politique de couverture et de sa structure financière. Au 30 juin 2022, l'endettement du Groupe est à taux variable couvert ou à taux fixe à hauteur de 255 millions d'euros. La partie non couverte s'établit à 162 millions d'euros alors que la trésorerie affiche une position nette de 110 millions d'euros. Le risque sur le montant non couvert s'en trouve donc réduit : l'impact d'une hausse de taux d'intérêt se traduisant par une hausse de la charge d'intérêt d'une part, et par une hausse des produits d'intérêt générés par les placements de trésorerie, d'autre part. La dette résiduelle non couverte se limite ainsi à 51 millions d'euros au 30 juin 2022, soit 12% de la dette brute, et concerne la dette immobilière à court terme, constitués principalement d'encours de travaux cessibles. Ainsi, le Groupe considère que son exposition à la hausse des taux monétaires est limitée et maîtrisée.

8. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

L'information figure dans la note 30.2 des états financiers résumés, précisant l'absence de variations significatives des transactions et des soldes au cours du premier semestre 2022.

Etats Financiers Résumés

Au 30/06/2022

Sommaire

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	27
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ACTIF	29
SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE PASSIF	30
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	31
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	33
NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS	37

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Chiffre d'affaires	1.	334 523	25 358	359 882	309 775	28 371	338 146
Achats consommés		(32 211)	(23 918)	(56 129)	(28 609)	(23 667)	(52 275)
Charges de personnel	2.	(185 728)	(1 653)	(187 381)	(172 770)	(1 398)	(174 168)
Charges externes	3.	(39 563)	(1 222)	(40 785)	(37 964)	(1 278)	(39 242)
Impôts, taxes et versements assimilés		(17 293)	(579)	(17 872)	(15 524)	(850)	(16 374)
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	4.	(36 591)	(2 074)	(38 665)	(35 796)	(1 969)	(37 765)
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	19.	(418)		(418)	(153)		(153)
Variation de stocks de produits en cours et de produits finis		407	525	931	209	(7 633)	(7 424)
Autres produits et charges d'exploitation	5.	12 821	686	13 507	15 094	5 031	20 125
Compte de liaison		(3 587)	3 587		(3 660)	3 660	
Résultat opérationnel courant		32 360	709	33 069	30 603	267	30 870
Autres produits opérationnels	6.	3 137		3 137	1 134		1 134
Autres charges opérationnelles	6.	(3 667)	(540)	(4 207)	(4 109)	(595)	(4 704)
Résultat opérationnel		31 830	169	31 999	27 628	(328)	27 300
Coût de l'endettement financier net	7.	(9 409)	(869)	(10 278)	(9 203)	(623)	(9 825)
Autres produits et charges financiers	8.	91	(70)	21	71	(51)	19
Résultat avant impôt		22 513	(770)	21 742	18 496	(1 002)	17 494
Charges d'impôt	9.	(7 951)	(68)	(8 019)	(6 988)	89	(6 900)
Résultat net des sociétés intégrées		14 561	(838)	13 723	11 508	(913)	10 594
Résultat des sociétés mises en équivalence	10.	233	80	313	1 087		1 087
Résultat net de l'ensemble consolidé		14 794	(758)	14 036	12 595	(913)	11 681
Intérêts ne conférant pas le contrôle		518	(31)	488	508	28	537
Résultat net part du groupe		14 276	(727)	13 549	12 086	(942)	11 145
Résultat par action	11.			1,3175			1,1642
Résultat dilué par action	11.			1,3171			1,1642

Etat du résultat global

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat net de l'ensemble consolidé		14 794	(758)	14 036	12 595	(913)	11 681
Autres éléments du résultat global :							
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	28.	3 962	136	4 099	624	40	664
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers dérivés	17.	(1 022)	(35)	(1 057)	(177)	(10)	(187)
Eléments recyclables par résultat		2 940	101	3 042	447	30	477
Ecart actuariel sur engagements de retraite	23.	2 319	9	2 328	1 344	4	1 347
Impôts différés sur écarts actuariels sur engag. retraite	17.	(599)	(2)	(601)	(364)	(1)	(365)
Ecart de conversion	22.6	(37)		(37)			
Eléments non recyclables par résultat		1 683	7	1 690	980	3	982
Autres éléments du résultat global		4 624	108	4 732	1 427	33	1 459
Résultat global de l'exercice		19 418	(650)	18 768	14 022	(881)	13 141
Dont part du groupe		18 868	(617)	18 251	13 508	(909)	12 599
Dont intérêts ne conférant pas le contrôle		550	(33)	517	513	28	542

Situation financière consolidée actif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Actifs non courants		1 131 593	90 768	1 222 361	1 090 395	84 901	1 175 296
Ecart d'acquisition	12.	138 377	4 065	142 441	132 509	3 620	136 128
Immobilisations incorporelles	13.	411 149		411 149	410 531		410 531
Immobilisations corporelles	14.	95 952	79 135	175 087	84 144	78 313	162 458
Actifs financiers non courants	15.	4 834	285	5 120	3 025	76	3 101
Titres mis en équivalence	10.	4 291	3 875	8 166	4 058		4 058
Droits d'utilisation des contrats de location	16.	472 048	2 181	474 229	452 000	2 262	454 263
Impôts différés actif	17.	4 942	1 227	6 169	4 128	629	4 757
Actifs courants		202 446	117 749	320 195	237 265	117 228	354 492
Stocks et en-cours	18.	4 747	79 943	84 690	4 554	81 101	85 655
Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés	19.	48 024	23 783	71 807	42 942	23 539	66 481
Autres actifs courants	20.	41 557	9 200	50 757	41 418	6 040	47 458
Créances d'impôt		1 902	371	2 273	2 822	307	3 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21.	106 215	4 453	110 667	145 528	6 241	151 769
TOTAL ACTIF		1 334 039	208 517	1 542 556	1 327 659	202 129	1 529 788

Situation financière consolidée passif

En milliers d'euros	Notes	30/06/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Capitaux propres totaux	22.	296 902	(12 366)	284 536	234 660	(11 674)	222 986
Capital social		21 419		21 419	19 514		19 514
Primes d'émission		99 590		99 590	51 558		51 558
Réserves consolidées		154 227	(11 658)	142 569	132 616	(11 106)	121 510
Résultat part du groupe		14 276	(727)	13 549	24 171	(661)	23 510
Capitaux propres du groupe		289 512	(12 385)	277 127	227 859	(11 767)	216 092
Intérêts ne conférant pas le contrôle		7 390	20	7 410	6 801	93	6 894
Passifs non courants		680 747	73 650	754 397	670 378	87 405	757 783
Engagements de retraite et avantages assimilés	23.	8 696	33	8 729	10 184	37	10 221
Impôts différés passifs	17.	74 644	4 280	78 925	73 281	3 640	76 921
Emprunts et dettes financières non courants	25.	133 181	66 771	199 952	141 355	81 045	222 399
Obligations locatives non courantes	16.	456 091	2 006	458 097	437 106	2 104	439 210
Autres éléments non courants	26.	8 135	560	8 695	8 452	580	9 032
Passifs courants		356 390	147 232	503 623	422 622	126 397	549 019
Provisions pour risques courantes	24.	8 381	780	9 161	8 364	750	9 115
Dettes fournisseurs et avances reçues		51 562	9 087	60 649	54 429	7 992	62 421
Emprunts et dettes financières courants	25.	97 477	129 515	226 992	181 672	107 594	289 267
Obligations locatives courantes	16.	56 413	335	56 748	54 858	315	55 173
Autres passifs courants	27.	124 839	21 573	146 412	111 919	16 339	128 258
Dettes d'impôts courants		2 182	1 480	3 662	3 629	1 156	4 785
Compte de liaison		15 536	(15 536)		7 750	(7 750)	
TOTAL PASSIF		1 334 039	208 517	1 542 556	1 327 659	202 129	1 529 788

Tableau des flux de trésorerie

En milliers d'euros	Notes	1er semestre 2022			1er semestre 2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
OPERATIONS D'ACTIVITES							
Résultat net de l'ensemble consolidé				14 036			11 681
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation :							
<i>Amortissements et provisions</i>				39 604			39 943
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	7.			10 278			9 825
<i>Charges d'impôt</i>	9.			8 019			6 900
<i>Plus ou moins-values de cession</i>				(557)			818
<i>Autres produits et charges</i>				(1 089)			(1 285)
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt		67 994	2 296	70 291	65 726	2 157	67 883
Variation du besoin en fonds de roulement		1 255	9 817	11 072	(33 641)	(3 529)	(37 170)
<i>Stocks</i>		(119)	444	325	40	2 598	2 638
<i>Créances</i>		884	(2 185)	(1 301)	(3 349)	(10 215)	(13 565)
<i>Dettes</i>		490	11 559	12 049	(30 332)	4 088	(26 243)
Impôt décaissé		(9 039)	(247)	(9 286)	(3 011)	(228)	(3 239)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		60 210	11 867	72 077	29 074	(1 599)	27 474
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT							
Acquisition d'immobilisations incorporelles	13.			(427)			(2 435)
Acquisition d'immobilisations corporelles	14.			(5 156)			(5 293)
Acquisition d'actifs financiers non courants	15.			(280)			(1 011)
Var. des dettes sur acquisition d'immobilisations							1 615
Cession d'immobilisations corporelles				808			43
Cession d'immobilisations financières	15.			152			2 819
Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales				(33 245)			(15 837)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(30 280)	(7 868)	(38 148)	(10 827)	(9 273)	(20 100)
OPERATIONS DE FINANCEMENT							
Dividendes versés aux minoritaires				(873)			(775)
Augmentation de capital	22.			49 937			
Actions propres et autres éléments non courants				(2 638)			(299)
Emissions d'emprunts désintermédiés	25.			12 200			67 700
Emissions d'emprunts bancaires	25.			11 540			89 140
Augmentation des dettes financières diverses	25.			2 349			1 814
Remboursement des emprunts désintermédiés	25.			(94 400)			(14 400)
Remboursement des emprunts bancaires	25.			(13 463)			(134 572)
Remboursement des obligations locatives	16.			(27 971)			(27 525)
Remboursement des dettes financières diverses	25.			(1 913)			(4 397)
Coût financier décaissé				(9 833)			(8 864)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(69 283)	(5 781)	(75 064)	(44 310)	12 133	(32 177)
Trésorerie à l'ouverture		145 407	6 227	151 634	116 109	4 780	120 889
Trésorerie à la clôture	21.	106 055	4 444	110 499	90 046	6 041	96 087
VARIATION DE TRESORERIE		(39 353)	(1 782)	(41 135)	(26 063)	1 261	(24 802)

Sur le premier semestre 2021, l'effet de la variation du besoin en fonds de roulement provenait principalement du remboursement des avances de trésorerie reçues des autorités en 2020 sur le secteur Sanitaire pour 45 852 milliers d'euros.

Variations des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Notes	Nombre Actions	Capital social	Primes d'émission	Actions Propres	Réserves et résultat	Capitaux propres groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
Situation au 31/12/2020		9 705 937	19 412	49 912	(5 898)	125 219	188 645	7 206	195 851
Variation de capital		51 099	102	1 646			1 748		1 748
Neutralisation des actions auto-détenues					259	24	283		283
Variation de périmètre						1 600	1 600		1 600
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						(10)	(10)		(10)
Autres variations						164	164		164
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(1 916)	(1 916)	(788)	(2 704)
Total des transactions avec les actionnaires		51 099	102	1 646	259	(138)	1 869	(788)	1 081
Résultat net de la période						23 510	23 510	475	23 985
Autres éléments du résultat global						2 068	2 068	1	2 070
Résultat global						25 578	25 578	476	26 055
Situation au 31/12/2021	22.	9 757 036	19 514	51 558	(5 639)	150 659	216 092	6 894	222 986
Variation de capital		952 380	1 905	48 032			49 937		49 937
Neutralisation des actions auto-détenues					(2 268)	(129)	(2 397)		(2 397)
Variation de périmètre						(100)	(100)	871	771
Plan d'attribution d'actions gratuites conditionnée						(237)	(237)		(237)
Autres variations						103	103		103
Distribution de dividendes ⁽¹⁾						(4 523)	(4 523)	(873)	(5 395)
Total des transactions avec les actionnaires		952 380	1 905	48 032	(2 268)	(4 885)	42 783	(2)	42 782
Résultat net de la période						13 549	13 549	488	14 036
Autres éléments du résultat global						4 702	4 702	30	4 732
Résultat global						18 251	18 251	517	18 768
Situation au 30/06/2022	22.	10 709 416	21 419	99 590	(7 907)	164 025	277 127	7 410	284 536

⁽¹⁾ L'Assemblée Générale du 22 juin 2022 a approuvé la distribution de dividendes de 0,43 euro par action au titre de l'exercice 2021, qui a été versée en numéraire le 11 juillet 2022, à comparer à un dividende de 0,20 euro par action au titre de l'exercice 2020.

Le montant des réserves non distribuables s'élève à 5 594 milliers d'euros au 30 juin 2022, contre 5 038 milliers d'euros pour l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Annexes aux comptes consolidés

1. Faits marquants de la période

EVOLUTION DU PARC DE LITS

Le Groupe a complété sur le 1er semestre 2022 le parc en exploitation de 117 lits et places à 9 349 lits avec les mouvements suivants :

- Reprise de 125 lits avec l'acquisition de deux cliniques en Pologne
- Rebasage capacitaire de 67 places en HAD
- Ouverture de l'HAD de Mayotte pour 30 places
- Autorisations complémentaires pour 10 lits
- Fermeture de la clinique SMR les Oiseaux pour - 115 lits.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le 3 février 2022, LNA Santé a annoncé le renforcement et l'arrivée à son capital d'investisseurs de long terme : Siparex, Unexo, Sodero Gestion, BNP Paribas Développement (associés au sein d'un véhicule d'investissements dédié : Nobinvest 2A) et le groupe SMA d'une part, et d'actionnaires historiques familiaux au sein de la Financière Vertavienne 44 d'autre part, au moyen de reclassements de titres (cédés par le fonds sortant MPL2 et la famille Mesnard) et d'une participation à une augmentation de capital réservée.

A cette fin, Monsieur Willy Siret, en sa qualité de Directeur Général de LNA Santé a constaté la réalisation d'une augmentation de capital d'un montant de 49 999 950 euros (prime d'émission incluse), au prix de 52,50 euros par action.

Par ailleurs, après la constatation le 30 novembre 2021 de la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un PEE via le FCPE Nobelia, LNA Santé achève une opération ambitieuse visant à associer ses salariés au développement du Groupe au travers de la société LNA Ensemble qui a procédé au rachat d'actions LNA Santé pour un investissement total de 32 659 830 euros et détient ainsi une participation de 8,39% du capital de LNA Santé.

Nobinvest 2A, SMA BTP, SMAvie BTP et LNA Ensemble ont adhéré au pacte d'actionnaires et rejoignent ainsi le concert contrôlant la société LNA Santé.

Ces opérations visent à consolider l'indépendance du Groupe LNA Santé et sa gouvernance, l'accélération du développement, en France et à l'étranger, de chacune de ses lignes métiers EHPAD, SMR, PSY et HAD dans le respect des valeurs et du projet d'entreprise. Leurs impacts sur les états financiers sont présentés en Note 22.

2. Référentiel Comptable, Modalités de consolidation, Méthodes et règles comptables

2.1. Principes de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs évalués conformément aux règles édictées par les IFRS.

Les effets de saisonnalité sont limités au nombre de jours d'activité qui est légèrement supérieur au second semestre de chaque année civile par rapport à celui du premier semestre.

En date du 13 septembre 2022, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers de la période close au 30 juin 2022.

2.2. Méthodes comptables

Les états financiers consolidés du semestre clos au 30 juin 2022 ont été établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2022. Ces normes sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm

Le référentiel international comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe LNA Santé ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Les principales règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont similaires à celles utilisées par le Groupe dans les comptes consolidés au 31 décembre 2021, à l'exception de celles décrites ci-après :

Normes, interprétations et amendements aux normes d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2022

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur
Amendement d'IFRS 3 : « Référence au Cadre conceptuel »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
Amendement d'IAS 16 : « Immobilisations corporelles : Produit antérieur à l'utilisation prévue »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
Amendement d'IAS 37 : « Contrats déficitaires — Coût d'exécution du contrat »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022
« Améliorations annuelles des normes IFRS 2018-2020 »	2 juillet 2021	1 ^{er} janvier 2022

Ces amendements de normes ou interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2022.

Normes, interprétations et amendements non encore appliqués

Sont concernés les textes suivants :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE	Date d'entrée en vigueur ⁽¹⁾
IFRS 17 « Contrats d'assurance »	23 novembre 2021	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2 : « Informations à fournir sur les méthodes comptables »	3 mars 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 8 : « Définition des estimations comptables »	3 mars 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 12 : « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »	12 août 2022	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IFRS 17 : « Première application d'IFRS 17 et IFRS 9 – Information comparative »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants » et « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – report de la date d'entrée en vigueur »	Non adopté	1 ^{er} janvier 2023

⁽¹⁾ Sous réserves d'adoption par l'Union Européenne. Applicable à compter des exercices ouverts aux dates du tableau.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2022. L'analyse des impacts de la mise en place de ces évolutions est en cours.

Secteurs opérationnels

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe LNA Santé :

- qui s'engage dans des activités susceptibles de lui faire percevoir des produits et supporter des charges (y compris les produits et les charges liés aux transactions avec d'autres composantes de la même entité),
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la Direction du Groupe afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances,
- pour laquelle des informations financières distinctes sont disponibles.

En 2022, pour mieux refléter sa nouvelle implantation à l'international, le Groupe fait évoluer ses secteurs opérationnels de la manière suivante :

- Médico-Social France (identique au secteur ainsi nommé au 31/12/2021)
- Sanitaire France (anciennement nommé Sanitaire jusqu'au 31/12/2021)
- International Métier (regroupant l'ancien secteur Médico-Social Belgique ainsi que les nouveaux établissements polonais acquis sur le 1^{er} semestre 2022)
- Immobilier (identique au secteur ainsi nommé au 31/12/2021)
- Autres activités non significatives (identique au secteur ainsi nommé au 31/12/2021)

Dans les comptes comparatifs au 30/06/2021, cette modification n'a aucun impact sur la composition des secteurs opérationnels puisque le secteur International Métier était alors identique à l'ancien secteur Médico-Social Belgique.

2.3. Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- impôts sur les résultats : la charge d'impôt, incluant la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par entité fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet,
- avantages au personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'une évaluation établie à la date d'arrêt des comptes et des éléments retenus pour les évaluations actuarielles de l'exercice précédent.

2.4. Estimations de la direction

Les principales opérations pour lesquelles le Groupe a recours à des jugements et estimations sont identiques à celles décrites en chapitre 2.4.1 du document d'enregistrement universel 2021. A savoir, pour rappel, les éléments suivants :

- Dépréciation estimée des écarts d'acquisition et actifs à long terme
- Contrats de location
- Impôts différés
- Méthode de l'avancement
- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

2.5. Risques

Il n'a pas été identifié de nouveau risque significatif complémentaire à ceux identifiés au chapitre 2.2 « Facteurs de risques » du document d'enregistrement universel 2021, y compris lié au contexte géopolitique actuel.

Concernant la hausse des taux d'intérêts sur les marchés, les impacts pour le Groupe sont limités en raison de sa politique de couverture et de sa structure financière, comme précisé en Note 25.

3. Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2022, le Groupe consolidé LNA Santé se compose de 129 sociétés. Le périmètre des sociétés ainsi que les méthodes de consolidation sont décrits en Note 32 du présent document.

Le 2 janvier 2022, la société Clinique La Brière est sortie du périmètre de consolidation par Transmission Universelle de Patrimoine dans la société LNA ES.

Le 28 février 2022, le Groupe a acquis, par l'intermédiaire de la société LNA Santé Origin, détenue à 90%, deux cliniques spécialisées de rééducation en Pologne situées à Varsovie et à Cracovie, représentant 125 lits et places. Cette implantation répond à une étude d'opportunité stratégique croisant des facteurs favorables en matière de démographie, de qualité d'offre, de dynamique de la demande et de potentiel de développement sur les territoires de santé.

Le 10 mars 2022, la société Polyclinique de Deauville a absorbé sa société sœur Polyclinique de Lisieux par voie de fusion, entraînant la sortie de celle-ci du périmètre de consolidation.

Le 25 avril 2022, la société MDZHADé située à Mayotte, a débuté son activité d'hospitalisation à domicile. Cette société est détenue à 60% par le Groupe.

Le 31 mai 2022, le Groupe a pris une participation à hauteur de 47,44% du capital de la société Fidexi située à Paris (75). Fidexi est un partenaire historique du Groupe pour le montage de ses opérations d'externalisation immobilière et leur commercialisation. Elle détient elle-même 2 filiales, Fidexi Invest et Fidexi Invest 1. Ces trois sociétés sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

4. Événements postérieurs à la clôture

DEVELOPPEMENT

Le 31 août 2022, le Groupe a racheté les autorisations d'une activité d'Hospitalisation à Domicile située à Coulommiers (77), représentant 40 places.

Notes sur les principaux postes des états financiers

Note 1. Chiffre d'affaires

Note 2. Charges de personnel

Note 3. Charges externes

Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

Note 7. Coût de l'endettement financier net

Note 8. Autres produits et charges financiers

Note 9. Impôt sur le résultat

Note 10. Sociétés mises en équivalence

Note 11. Résultat par action et résultat dilué par action

Note 12. Ecart d'acquisition

Note 13. Immobilisations incorporelles

Note 14. Immobilisations corporelles

Note 15. Actifs financiers non courants

Note 16. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives

Note 17. Impôts différés

Note 18. Stocks et en-cours de production

Note 19. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

Note 20. Autres actifs courants

Note 21. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

Note 22. Capitaux propres du Groupe

Note 23. Engagements de retraite et avantages assimilés

Note 24. Provisions pour risques

Note 25. Emprunts et dettes financières

Note 26. Autres éléments non courants

Note 27. Autres passifs courants

Note 28. Instruments dérivés

Note 29. Engagements hors bilan

Note 30. Autres informations

Note 31. Actifs et passifs financiers

Note 32. Périmètre de consolidation au 30 juin 2022

Note 1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe se décompose de la manière suivante :

En milliers d'euros	Notes	1er Semestre 2022	1er Semestre 2021
Activité Exploitation		334 523	309 775
Médico-Social France	30.1	132 603	126 725
EHPAD Elégance		110 296	105 115
EHPAD Confort		22 307	21 611
Sanitaire France	30.1	183 851	167 884
SMR/PSY		148 493	136 225
HAD		35 358	31 659
International Métier	30.1	15 527	13 260
Belgique		14 319	13 260
Pologne		1 208	
Autres	30.1	2 542	1 906
Activité Immobilier	30.1	25 358	28 371
TOTAL		359 882	338 146

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Exploitation est reconnu à mesure que les services sont rendus. Sa variation provient essentiellement de l'amélioration de l'activité suite à la crise sanitaire.

Le chiffre d'affaires lié à l'activité Immobilier est reconnu à l'avancement comme précisé dans le paragraphe 2.5.18 du document d'enregistrement universel 2021. Les prestations ayant fait l'objet d'un acte de vente en VEFA, mais non encore reconnues en chiffre d'affaires à l'avancement s'élèvent au 30 juin 2022 à 14 209 milliers d'euros contre 8 675 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Note 2. Charges de personnel

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Salaires et traitements	(131 777)	(1 163)	(132 940)	(122 058)	(985)	(123 043)
Paievements en actions	(41)		(41)	(117)		(117)
Charges sociales	(48 082)	(463)	(48 545)	(46 128)	(387)	(46 515)
Participation des salariés	(5 056)	(23)	(5 079)	(3 693)	(22)	(3 715)
Provision engagements de retraite	(771)	(5)	(776)	(774)	(4)	(779)
TOTAL	(185 728)	(1 653)	(187 381)	(172 770)	(1 398)	(174 168)
Effectifs par sexe			7 523			7 039
Hommes			1 287			1 207
Femmes			6 236			5 832
Effectifs par catégorie professionnelle			7 523			7 039
Cadres et professions supérieures			833			774
Employés			6 691			6 265

La variation des charges de personnel provient essentiellement de la croissance de l'activité sur le secteur Sanitaire (SMR et HAD).

Note 3. Charges externes

Les charges externes du Groupe s'établissent à 40 785 milliers d'euros au 30 juin 2022 contre 39 242 milliers d'euros l'an passé. Elles concernent principalement la sous-traitance pour 8 700 milliers d'euros (contre 10 248 milliers d'euros l'an passé), les honoraires pour 9 916 milliers d'euros (contre 8 674 milliers d'euros au 30 juin 2021) et les charges d'entretien et réparations pour 6 561 milliers d'euros contre 5 903 milliers d'euros l'an passé. Leur augmentation est principalement liée à celle de l'activité.

Note 4. Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Immobilisations incorporelles	(681)		(681)	(631)		(631)
Immobilisations corporelles	(7 214)	(2 018)	(9 231)	(6 641)	(1 963)	(8 603)
Droits d'utilisation	(28 538)	(166)	(28 703)	(28 085)	(160)	(28 245)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	(36 433)	(2 183)	(38 616)	(35 356)	(2 122)	(37 479)
Dotations nettes aux provisions	(158)	110	(48)	(440)	154	(286)
TOTAL	(36 591)	(2 074)	(38 665)	(35 796)	(1 969)	(37 765)

L'augmentation des dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions provient essentiellement des investissements réalisés l'an passé.

Note 5. Autres produits et charges d'exploitation

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Subventions d'exploitation	12 779	4	12 782	15 658		15 658
Autres produits	1 140	1 220	2 360	1 144	5 891	7 034
Autres produits d'exploitation	13 919	1 224	15 143	16 801	5 891	22 692
Autres charges	(1 098)	(538)	(1 636)	(1 708)	(859)	(2 567)
Autres charges d'exploitation	(1 098)	(538)	(1 636)	(1 708)	(859)	(2 567)
TOTAL	12 821	686	13 507	15 094	5 031	20 125

La baisse du poste « Subventions d'exploitation » est principalement due à la diminution des financements reçus de l'Etat pour la compensation des surcoûts au titre de la crise sanitaire Covid-19.

Le poste « Autres produits » est constitué principalement de reprises en résultat de subventions d'investissement et de produits liés à des créances clients sur l'activité Exploitation, et de reprises de dépréciation de stocks immobiliers suite à leur cession sur l'activité Immobilier. Leur diminution par rapport à la même période l'an passé est liée à des reprises de dépréciation de stocks immobiliers cédés sur le 1^{er} semestre 2021 pour 5 844 milliers d'euros.

Le poste « Autres charges » est constitué principalement de pertes liées à des créances clients, à des dénouements de litiges et à des dotations aux dépréciations de stocks immobiliers.

Note 6. Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits sur cessions d'actifs	1 279		1 279	52		52
Autres produits	189		189	516		516
Reprises sur provisions	1 669		1 669	566		566
Autres produits opérationnels	3 137		3 137	1 134		1 134
Valeur comptable des actifs cédés	(763)		(763)	(81)		(81)
Autres charges	(1 200)		(1 200)	(1 040)		(1 040)
Dotations aux provisions	(1 703)	(540)	(2 243)	(2 987)	(595)	(3 583)
Autres charges opérationnelles	(3 667)	(540)	(4 207)	(4 109)	(595)	(4 704)
TOTAL	(530)	(540)	(1 070)	(2 975)	(595)	(3 570)

Au 1^{er} semestre 2022, le poste « Autres produits » est constitué des diminutions d'obligations locatives suite à des résiliations de bail pour 189 milliers d'euros.

Au 1^{er} semestre 2022, le poste « Autres charges » comprend essentiellement les frais liés aux regroupements d'entreprises pour un montant de 95 milliers d'euros (cf. Note 12) ainsi que des coûts liés aux départs de sites pour 1 105 milliers d'euros, couverts par les reprises de provisions correspondantes.

Au 1^{er} semestre 2022, le poste « Dotations aux provisions » comprend essentiellement des risques liés à des départs de sites pour 1 703 milliers d'euros et un litige sur l'activité Immobilier pour 540 milliers d'euros.

Au 1^{er} semestre 2022, le poste « Reprises sur provisions » quant à lui est principalement constitué de l'extinction de risques liés aux départs de sites pour 1 621 milliers d'euros et de la reprise de dépréciation des droits d'utilisation pour 47 milliers d'euros.

Au 1^{er} semestre 2021, le poste « Autres produits » était constitué de produits relatifs aux départs de site pour 300 milliers d'euros, ainsi que des diminutions d'obligations locatives suite à des résiliations de bail pour 216 milliers d'euros.

Au 1^{er} semestre 2021, le poste « Autres charges » comprenait essentiellement les frais liés aux regroupements d'entreprises pour un montant de 363 milliers d'euros (cf. Note 12) ainsi que des coûts liés aux départs de sites pour 677 milliers d'euros, couverts par les reprises de provisions correspondantes.

Au 1^{er} semestre 2021, le poste « Dotations aux provisions » comprenait essentiellement des risques liés à des départs de sites pour 1 877 milliers d'euros, des dépréciations d'autorisation d'exploiter sur le secteur Sanitaire pour 1 111 milliers d'euros et des dépréciations d'écarts d'acquisition sur l'activité Immobilier pour 595 milliers d'euros.

Au 1^{er} semestre 2021, le poste « Reprises sur provisions » quant à lui était principalement constitué de l'extinction de risques liés aux départs de sites pour 335 milliers d'euros et de la reprise de dépréciation des droits d'utilisation pour 231 milliers d'euros.

Note 7. Coût de l'endettement financier net

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits issus des placements financiers	140		140	67		67
Intérêts des dettes financières ⁽¹⁾	(2 739)	(837)	(3 576)	(2 734)	(588)	(3 323)
Intérêts des dettes locatives	(6 810)	(31)	(6 842)	(6 535)	(34)	(6 569)
Coût de l'endettement financier net	(9 409)	(869)	(10 278)	(9 203)	(623)	(9 825)

⁽¹⁾ Les intérêts des dettes financières intègrent au 30 juin 2022 un effet du coût amorti des frais d'émission de dettes pour 264 milliers d'euros (cf Note 25.1) contre 36 milliers d'euros au 30 juin 2021.

Note 8. Autres produits et charges financiers

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Produits financiers issus des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
- instruments financiers dérivés	159		159	13	12	25
Reprise de provisions à caractère financier				1 005		1 005
Autres produits financiers	360	18	378	1 569	19	1 588
Produits financiers	519	18	537	2 588	30	2 618
Charges financières issues des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers						
- instruments financiers dérivés	(73)		(73)	(47)		(47)
Pertes de change	(338)		(338)			
Dotations aux provisions à caractère financier	(82)		(82)	(38)		(38)
Autres charges financières	(22)		(22)	(2 509)	(5)	(2 514)
Compte de liaison	88	(88)		77	(77)	
Charges financières	(427)	(88)	(516)	(2 517)	(82)	(2 599)
Autres produits et charges financières	91	(70)	21	71	(51)	19

En 2021, les autres produits et charges financiers comprenaient la cession des titres de la SARL rue du Dr Baudin et la SCI de la rue de la Croix Jumelin pour un prix de cession de 1 489 milliers d'euros. Ces titres représentaient au bilan une valeur brute de 2 494 milliers d'euros, enregistrée à la cession en autres charges financières. Leur dépréciation, qui s'élevait à 1 005 milliers d'euros, avait été reprise sur le premier semestre 2021.

Note 9. Impôt sur les résultats

- 1. Ventilation impôt exigible – impôt différé

En milliers d'euros	1er Semestre 2022			1er Semestre 2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Impôt exigible	(8 519)	(506)	(9 025)	(6 883)	(288)	(7 171)
Impôt différé	568	439	1 006	(105)	377	272
TOTAL	(7 951)	(68)	(8 019)	(6 988)	89	(6 900)

▪ 2. Justification de la charge d'impôt

En milliers d'euros	1er Semestre 2022	1er Semestre 2021
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	21 742	17 494
Taux d'impôt de la société consolidante	25,83%	28,41%
Charge d'impôt théorique	(5 616)	(4 970)
Différences permanentes	(2 403)	(1 930)
- Effets de la CVAE ⁽¹⁾	(1 574)	(1 301)
- Autres décalages permanents	(153)	(228)
- Effets de la comptabilisation en résultat des écarts d'acquisition	(246)	(188)
- Taxation sur dividendes	(77)	(137)
- Effets de la non-reconnaissance des impôts différés sur déficits	(249)	(266)
- Ecart de taux	(104)	191
Charge d'impôt effective	(8 019)	(6 900)
Impôt comptabilisé (charge)	(8 019)	(6 900)
Taux d'impôt effectif	36,88%	39,44%

⁽¹⁾ La CVAE est présentée sur la ligne « charges d'impôt » du compte de résultat.

La baisse du taux d'impôt effectif correspond essentiellement à la baisse du taux d'impôt sur les sociétés.

Note 10. Sociétés mises en équivalence

En milliers d'euros	30/06/2022	31/12/2021
Valeur au bilan à l'ouverture	4 058	
Entrées de périmètre	3 795	1 740
Quote-part de résultat	313	2 318
Valeur au bilan à la clôture	8 166	4 058

Au 31 mai 2022, le Groupe a acquis 47,44% du capital de la société Fidexi, comme décrit au paragraphe 3 « Périmètre de consolidation ».

Les sociétés mises en équivalence sont individuellement non significatives. Pour cette raison, les principaux éléments du compte de résultat sont présentés de façon agrégée :

En milliers d'euros	1er Semestre 2022
Chiffre d'affaires	4 774
Résultat net	797

Note 11. Résultat par action et résultat dilué par action

	1er Semestre 2022	1er Semestre 2021
Résultat net part du groupe (en milliers d'euros)	13 549	11 145
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	1,3175	1,1642
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽¹⁾	10 284	9 573
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	1,3171	1,1642
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers) ⁽²⁾	10 306	9 573

⁽¹⁾ Pour la période close au 30 juin 2022, le nombre moyen d'actions en circulation après neutralisation des actions d'auto-détention s'élève à 10 284 milliers contre 9 573 milliers pour la période close au 30 juin 2021.

⁽²⁾ Le nombre moyen d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat par action dilué comprend 23 milliers d'actions potentiellement dilutives au 30 juin 2022.

Note 12. Ecart d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions	30/06/2022
Sanitaire France	76 152			76 152
Médico-Social France	57 541			57 541
International Métier	1 563	5 868		7 431
Immobilier	4 215	445		4 660
Autres	274			274
Valeur Brute	139 746	6 313		146 059
Perte de valeur	(3 618)			(3 618)
Valeur Nette	136 128	6 313		142 441

Les mouvements de l'exercice concernent les acquisitions de la période et des ajustements de prix, ainsi que des ajustements de la juste valeur des actifs et passifs antérieurement acquis dans le délai de douze mois suivant la date de prise de contrôle.

Les variations de périmètre de la période sont décrites en paragraphe 3. Périmètre de consolidation. Les frais d'acquisition et de cession des opérations figurent en autres charges opérationnelles et s'élèvent à 95 milliers d'euros (cf. Note 6).

En l'absence d'indice de perte de valeur, le Groupe n'a pas réalisé de tests de dépréciation au niveau des UGT au 30 juin 2022.

Note 13. Immobilisations incorporelles

1. Variations des immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles concernent uniquement l'activité Exploitation.

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements ⁽¹⁾	30/06/2022
Concessions, brevets	16 357	239	(34)	253	(152)	16 662
Autorisations d'exploiter	415 203			748	(87)	415 865
Autres immobilisations incorporelles	277	12				290
Immobilisations incorporelles en cours	342	176			(6)	512
Valeurs Brutes	432 179	427	(34)	1 001	(245)	433 329
Amort. concessions, brevets	12 772	662	(34)		(115)	13 284
Amort. autres immobilisations incorporelles	216	20			(1)	235
Amortissements	12 988	681	(34)		(116)	13 519
Perte de valeur des autorisations d'exploiter	8 661					8 661
Valeurs Nettes	410 531	(254)		1 001	(129)	411 149

⁽¹⁾ Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste et à des plus-values de cession interne éliminées pour 139 milliers d'euros.

La plupart des immobilisations incorporelles sont acquises soit directement soit par voie de regroupement d'entreprises. Le Groupe dispose d'immobilisations incorporelles (logiciels) générées en interne pour une valeur brute 1 378 milliers d'euros au 30 juin 2022, comme l'an passé.

L'essentiel des immobilisations incorporelles acquises correspond aux autorisations d'exploiter dont la durée de vie a été considérée comme indéfinie. Bien que les autorisations soient accordées en principe pour une durée de 15 ans, elles se renouvellent par tacite reconduction sauf en cas de non-respect de la réglementation.

Il n'existe aucune immobilisation incorporelle dont la propriété est soumise à restriction.

▪ 2. Variations des autorisations d'exploiter

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements	30/06/2022
Sanitaire France	269 995					269 995
Médico-Social France	137 061				(84)	136 977
International Métier	7 617			748	(4)	8 362
Autres	530					530
Valeur Brute	415 203			748	(87)	415 865
Perte de valeur	8 661					8 661
Valeur Nette	406 543			748	(87)	407 204

La variation des autorisations d'exploiter intervenue au cours du 1^{er} semestre 2022 est consécutive aux regroupements d'entreprises et cessions intervenus sur l'exercice et décrits en paragraphe 3. Périmètre de consolidation.

Note 14. Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Var. Périmètre	Autres Mouvements ⁽¹⁾	30/06/2022
Terrains	8 081		(94)	2 801	99	10 886
Constructions	173 478	51	(236)	11 854	(1 447)	183 700
Installations techniques	31 204	662	(14)	41	(14 668)	17 224
Autres immobilisations corporelles	102 416	4 280	(538)	1 612	16 524	124 294
Immobilisations en cours	249	423	(471)		553	753
Avances et acomptes	16	(16)				
Valeur brutes	315 444	5 400	(1 354)	16 308	1 061	336 858
Terrain	889	36	(93)		(144)	687
Constructions	61 537	4 102	(236)		(469)	64 934
Installations techniques	24 651	565	(14)		(12 266)	12 937
Autres immobilisations corporelles	65 909	4 892	(442)		12 855	83 213
Amortissements	152 986	9 595 ⁽²⁾	(786)		(24)	161 771
Perte de valeur						
Valeurs nettes	162 458	(4 196)	(569)	16 308	1 086	175 087
Dont Exploitation	84 144					95 952
Dont Immobilier	78 313					79 135

⁽¹⁾ Les autres mouvements correspondent à des reclassements de poste à poste et à des changements d'affectation d'actifs entre les activités Exploitation et Immobilier pour 967 milliers d'euros.

⁽²⁾ Dont 9 231 milliers d'euros comptabilisés en résultat opérationnel courant

Il n'existe aucune restriction concernant les titres de propriété d'immobilisations corporelles. Il n'a pas été révélé de perte de valeur des immobilisations corporelles.

Les acquisitions de l'exercice pour 5 400 milliers d'euros, nettes des subventions d'investissement accordées sur l'exercice pour 244 milliers d'euros, s'élèvent à 5 156 milliers d'euros. Les subventions d'investissement sont comptabilisées au bilan en autres éléments non courants.

Note 15. Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2021	Acquisitions / Augmentations	Diminutions	Var. Périmètre	Variations de juste valeur	Autres Mouvements ⁽²⁾	30/06/2022
Titres non consolidés ⁽¹⁾	834				(8)		826
Prêts	232	18	(10)				240
Dépôts et cautionnements	1 401	261	(2)		(0)		1 660
Instruments dérivés - actifs	272					2 793	2 170
Autres actifs financiers non courants	459		(140)			(894)	319
Valeurs brutes	3 198	280	(152)		(8)	2 793	5 216
Dépréciation	97						97
Valeurs nettes	3 101	280	(152)		(8)	(894)	5 120
Dont Exploitation	3 025						4 834
Dont Immobilier	76						285

⁽¹⁾ Dont les titres de la SC Financière Vertavienne 44 détenus par Sarl La Chézalière pour un montant de 774 milliers d'euros. Il n'existe aucun contrat entre le Groupe et cette société.

⁽²⁾ Les Autres Mouvements correspondent au reclassement de la part courante des instruments financiers dérivés - actifs

Suite au contexte de montée des taux d'intérêts, les instruments financiers dérivés, constitués uniquement de couvertures de taux, présentent une position à l'actif au 30 juin 2022, contrairement au 31 décembre 2021 où ils présentaient une position au passif, cf. Note 25.

Les dépréciations à la clôture, d'un montant de 97 milliers d'euros, portent sur des dépôts et cautionnements dans le cadre d'un départ de site.

L'échéancier des actifs financiers non courants s'analyse comme suit :

Echéancier	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Valeurs brutes au 30/06/2022	4 293	924	5 216
Valeurs brutes au 31/12/2021	2 292	906	3 198

Note 16. Droits d'utilisation des contrats de location et obligations locatives

Les droits d'utilisation concernent en totalité des locations immobilières.
La variation des droits d'utilisation s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2021	Entrées d'actifs	Amortissements et pertes de valeur	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	30/06/2022
Valeur comptable des droits d'utilisation	614 299	15 562		(2 074)	34 509	662 296
Amortissements des droits d'utilisation	(159 765)		(28 703)	625		(187 844)
Dépréciation des droits d'utilisation	(271)		47			(224)
Total des droits d'utilisation nets	454 263	15 562	(28 656)	(1 449)	34 509	474 229
Dont Exploitation	452 000					472 048
Dont Immobilier	2 262					2 181

L'effet des réévaluations d'hypothèses comprend la réévaluation des droits d'utilisation suite à la ré-indexation annuelle des loyers pour 7 966 milliers d'euros, et des réestimations de la durée probable de contrats (hypothèses d'exercice d'options de renouvellement principalement) pour 26 543 milliers d'euros.

La variation des dettes locatives s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2021	Entrées d'actifs	Remboursement	Résiliations	Effet des réévaluations d'hypothèses	30/06/2022
Dettes locatives	494 383	15 562	(27 971)	(1 638)	34 510	514 845
Total des obligations locatives	494 383	15 562	(27 971)	(1 638)	34 510	514 845
Dont Exploitation	491 963					512 504
Dont Immobilier	2 419					2 341
Dont non courant	439 210					458 097
Dont courant	55 173					56 748

Les échéances des obligations locatives au 30 juin 2022 sont les suivantes :

Echéancier (en milliers d'euros)	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Durée résiduelle des dettes locatives	56 748	218 661	239 436	514 845

Note 17. Impôts différés

En milliers d'euros	31/12/2021	Résultat	Autres éléments du résultat global	Variation de périmètre	Autres Mouvements	30/06/2022
Impôts différés actifs	4 757	1 412				6 169
Impôts différés passifs	(76 921)	(406)	(1 658)	(2)	61	(78 925)
Impôts différés nets	(72 164)	1 006	(1 658)	(2)	61	(72 756)

Les impôts différés nets relatifs aux opérations immobilières s'élèvent à (3 053) milliers d'euros au 30 juin 2022 contre (3 011) milliers d'euros au 31 décembre 2021.

En milliers d'euros	31/12/2021	Résultat	Capitaux propres	Variation de périmètre	Autres mouvements	30/06/2022
Déficits activés	(853)	(161)				(1 014)
Divergences fiscales	2 944	(1 782)				1 162
Opérations de retraitements	13 803	2 997	(1 658)		61	15 203
Autorisations d'exploiter	(79 310)	(47)		(2)		(79 359)
Ecart d'évaluation constructions	(6 937)					(6 937)
Ecart d'évaluation stock immobilier	(1 810)					(1 810)
Impôts différés nets	(72 164)	1 006	(1 658)	(2)	61	(72 756)

Note 18. Stocks et en-cours de production

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Matières premières	4 231		4 231	3 962		3 962
En-cours biens	230	85 843	86 073	230	86 032	86 262
Marchandises	286		286	362		362
Valeurs brutes	4 747	85 843	90 590	4 554	86 032	90 587
Dépréciations		5 900	5 900		4 932	4 932
Valeurs nettes	4 747	79 943	84 690	4 554	81 101	85 655

Les encours de production correspondent aux coûts engagés sur les opérations immobilières selon le niveau d'avancement. Les produits finis ont également trait aux opérations immobilières à hauteur de lots achevés mais non vendus.

La valeur nette des stocks que le Groupe s'attend à céder dans les 12 mois s'élève à 60 639 milliers d'euros et il s'élevait à 56 488 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les dépréciations de stocks ne concernent que l'activité Immobilier et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises utilisées	30/06/2022
Dépréciations de stocks	4 932	969		5 900
TOTAL	4 932	969		5 900

Les dépréciations de stocks ont été estimées en fonction de la valeur probable de revente.

Note 19. Actifs sur contrats, clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances clients brutes	50 247	23 783	74 029	44 747	23 539	68 285
Dépréciations des créances clients	(2 222)		(2 222)	(1 804)		(1 804)
Valeurs nettes	48 024	23 783	71 807	42 942	23 539	66 481

Il n'existe pas d'actifs sur contrats à la clôture.

Toutes les créances clients sont à échéance à moins d'un an.

Les dépréciations des comptes clients ne concernent que l'activité Exploitation et s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises utilisées	30/06/2022
Dépréciations des créances clients	1 804	907	(489)	2 222
TOTAL	1 804	907	(489)	2 222

Les dotations nettes aux dépréciations des créances clients s'élèvent à 418 milliers d'euros au 30 juin 2021 contre 153 milliers d'euros un an plus tôt.

Note 20. Autres actifs courants

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Créances sociales	911	272	1 183	465	4	470
Créances fiscales hors IS	2 296	6 778	9 074	5 246	5 708	10 954
Instruments dérivés - actifs	986	17	1 002	108		108
Actifs financiers courants		515	515	336	12	348
Autres créances diverses	33 250	1 466	34 716	32 987	169	33 156
Charges constatées d'avance	5 345	152	5 497	3 414	147	3 560
Valeurs brutes	42 788	9 200	51 989	42 556	6 040	48 596
Dépréciations	(1 231)		(1 231)	(1 138)		(1 138)
Valeurs nettes	41 557	9 200	50 757	41 418	6 040	47 458

Toutes les créances et autres actifs courants ont une échéance inférieure à un an.

Note 21. Trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie

La trésorerie nette du Groupe se décompose ainsi :

En milliers d'euros	30/06/2022			30/06/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Disponibilités	85 865	4 453	90 317	80 089	6 052	86 141
Equivalents de trésorerie	20 350		20 350	10 106		10 106
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 215	4 453	110 667	90 195	6 052	96 247
Concours bancaires courants	(160)	(8)	(168)	(149)	(11)	(159)
Trésorerie nette	106 055	4 444	110 499	90 046	6 041	96 087

Les équivalents de trésorerie sont constitués de comptes à terme rapidement disponibles et exposés à un risque négligeable d'évolution de juste valeur.

Note 22. Capitaux propres du Groupe

▪ 1. Composition du capital social

Le montant du capital social de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2022 à 21 418 832 euros, divisé en 10 709 416 actions de 2 euros de valeur nominale chacune.

L'augmentation de capital du 3 février 2022, présentée dans les Faits marquants, a généré l'émission de 952 380 titres d'une valeur nominale de 2 euros, pour un montant de 1 904 760 euros. En tenant compte de la prime d'émission nette des frais d'augmentation de capital, cette opération est présentée dans les flux de trésorerie liés aux opérations de financement pour un montant total de 49 937 milliers d'euros.

▪ 2. Prime d'émission

La prime d'émission de la société LNA Santé s'élève au 30 juin 2022 à 99 590 256 euros. Son augmentation de 48 032 098 euros est liée à l'augmentation de capital du 3 février 2022 présentée dans les Faits marquants.

Les frais d'augmentation de capital liés à cette opération ont été imputés pour un montant net d'impôt de 63 milliers d'euros.

▪ 3. Actions Propres

Dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec un prestataire d'investissement, la société LNA Santé est amenée à détenir des actions propres.

Au 30 juin 2022, la société LNA Santé détenait 201 014 actions propres, qui viennent en déduction des réserves consolidées pour un montant de 7 907 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2021, les réserves consolidées étaient impactées d'un montant de 5 639 milliers d'euros correspondant à 132 484 actions auto-détenues.

▪ 4. Dividendes

L'Assemblée Générale du 22 juin 2022 a approuvé la distribution de dividendes de 0,43 euro par action au titre de l'exercice 2021, soit un montant de 4 523 milliers d'euros, qui a été versée en numéraire le 11 juillet 2022.

▪ 5. Titres par catégorie

	30/06/2022	31/12/2021
Nombre total d'actions	10 709 416	9 757 036
Nombre total d'actions émises et entièrement libérées	10 709 416	9 757 036
Nombre total d'actions émises et non entièrement libérées	-	-
Nombre total d'actions ordinaires	7 271 620	5 325 008
Nombre total d'actions à droit de vote double	3 236 782	4 299 544
Nombre total d'actions privées du droit de vote	201 014	132 484
Valeur nominale en euros de l'action	2,00	2,00
Capital social en euros	21 418 832	19 514 072
Actions de la société détenues par le Groupe	201 014	132 484

▪ 6. Ecart de conversion

Suite à l'acquisition d'une filiale en Pologne au 28 février 2022, dont la monnaie de fonctionnement est le zloty, le Groupe applique pour la première fois les règles de conversion des comptes d'une entité étrangère selon la norme IAS 21.

Le montant des écarts de conversion présentés en Autres éléments du résultat global s'élève à 37 milliers d'euros.

Note 23. Engagements de retraite et avantages assimilés

En milliers d'euros		30/06/2022	31/12/2021	
Engagements à l'ouverture		10 221	11 029	
Variations de périmètre			35	
Coûts des services rendus		929	898	
Coût financier		83	39	
Prestations de retraite payées		(176)	(401)	
Gains et pertes actuariels		(2 328)	(1 380)	
Engagements à la clôture		8 729	10 221	
dont Exploitation		8 696	10 184	
dont Immobilier		33	37	
Echéancier	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements au 30/06/2022	639	1 966	6 124	8 729
Engagements au 31/12/2021	571	1 938	7 712	10 221

Les gains et pertes actuariels s'analysent ainsi :

En milliers d'euros		30/06/2022	31/12/2021
Ecart actuariel lié aux changements d'hypothèses financières		(1 857)	135
Ecart actuariel lié aux changements d'hypothèses démographiques		(471)	(1 514)
Gains et pertes actuariels		(2 328)	(1 380)

Les écarts actuariels liés aux changements d'hypothèses financières découlent de l'augmentation du taux d'actualisation retenu par rapport au 31 décembre 2021.

Les hypothèses de calcul de la provision pour engagements de retraite sont les suivantes :

Indicateurs	30/06/2022	31/12/2021
Taux d'actualisation	2,91%	0,78%
Evolution des salaires	2%-5%	2%-5%
Table de mortalité	INSEE 2021	INSEE 2021
Age de départ volontaire	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	50%	50%
Modalité de départ	Volontaire	Volontaire

Le taux d'actualisation est établi sur la base de l'observation du taux de rendement des obligations européennes privées de première catégorie membres de la zone euro à la clôture de l'exercice et de la durée de l'engagement.

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise ont été estimées ainsi pour les établissements :

	30/06/2022	31/12/2021
Age < 45 ans	0%	0%
Age >= 45 ans	50%	50%
Age >= 50 ans	75%	75%
Age >= 55 ans	100%	100%

Les probabilités d'être présents dans l'entreprise s'analysent ainsi pour le siège :

	30/06/2022	31/12/2021
Age < 30 ans	0%	0%
Age >= 30 ans	30%	30%
Age >= 35 ans	50%	50%
Age >= 40 ans	75%	75%
Age >= 45 ans	100%	100%

Une variation du taux d'actualisation de 1,00% n'entraînerait pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Note 24. Provisions

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Provisions pour risques non courantes						
Provisions pour risques courantes	8 381	780	9 161	8 364	750	9 115
TOTAL	8 381	780	9 161	8 364	750	9 115

En milliers d'euros	31/12/2021	Dotations	Reprises ⁽¹⁾	30/06/2022
Litiges sociaux	5 153	1 514	(1 122)	5 545
Autres provisions	3 962	1 348	(1 694)	3 615
TOTAL	9 115	2 862	(2 816)	9 161

⁽¹⁾ Dont reprises de provisions utilisées : 2 261 milliers d'euros

Les autres provisions concernent principalement des risques liés à des départs de site.

Ces postes n'enregistrent aucun avantage à long terme et aucune indemnité de fin de contrat.

Les provisions pour risques concernent des contentieux en cours. Les échéances de ces contentieux interviendront pour la plupart à moins d'un an. Les montants provisionnés ont été définis au cas par cas entre les services concernés du Groupe et les conseils en charge de ces dossiers. Par ailleurs, aucun remboursement n'est attendu.

Compte tenu des échéances à court terme des provisions, ces dernières n'ont pas été actualisées.

Note 25. Emprunts et dettes financières

L'endettement du Groupe se compose de dettes bancaires et de dettes désintermédiées, parmi lesquelles figurent les financements suivants :

- un emprunt obligataire sous forme d'Euro-PP de 90 millions d'euros dont 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2028 et 45 millions d'euros à échéance 19 juillet 2029, destiné à refinancer en complément des emprunts bancaires à moyen ou long terme des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. L'Euro-PP étant à taux fixe, il n'est pas soumis aux aléas de fluctuation des taux d'intérêt ;
- un programme de titres négociables à court terme (NEU CP, anciennement nommés billets de trésorerie) plafonné actuellement à 160,0 millions d'euros, servant en complément du crédit syndiqué et des crédits promotions à financer le portage et les travaux immobiliers avant cession. La documentation financière du programme est disponible sur le site de la Banque de France à l'adresse suivante : <https://eucpmtn.banque-france.fr/public/#/liste-des-emetteurs/dd8b9dec-b611-ea11-80f7-001dd8b71ea9> ;
- un emprunt syndiqué bancaire de 265,0 millions d'euros à échéance juin 2027. Il s'agit d'une ligne de crédit revolving non amortissable (RCF) destinée au portage des opérations en phase de construction et de restructuration, à savoir le financement d'autorisations non exploitées et d'établissements en phase de restructuration, ainsi que le portage d'immobiliers existants en attente de commercialisation ;
- adossée à l'emprunt syndiqué, une tranche Prêt à Terme (Term Loan) à échéance juin 2027 de 75 millions d'euros, utilisée pour le portage immobilier des établissements normands récemment acquis. A taux variable, elle est totalement couverte à hauteur de 75 millions d'euros au 30 juin 2022 ;
- des emprunts à moyen ou long terme d'une durée de 7 à 15 ans pour financer les investissements de maintien du Groupe. Ils sont soit à taux fixe, soit à taux variable couvert ;
- des emprunts à long terme d'une durée de 10 à 12 ans servant à financer des titres de sociétés d'exploitation ou des autorisations d'exploiter. Il s'agit dans la majorité des cas d'opérations de refinancement, les prêts amortissables étant mis en place dès lors que les actifs d'exploitation sont en état de générer les cashflows suffisants pour rembourser les échéances d'emprunts. Ces emprunts sont à 97% à taux fixe ou à taux variable couvert ;
- un préfinancement des dotations soins en EHPAD, correspondant à 6 mois de dotations, permettant au Groupe d'optimiser son BFR en disposant d'une trésorerie complémentaire. Ce préfinancement de 46,6 millions d'euros au 30 juin 2022, à taux variable, est couvert à la clôture pour un montant de 32,5 millions d'euros ;
- des financements de portage immobilier avant cession de l'immobilier en l'état (dans le cas où le Groupe décide de déménager l'exploitation dans de nouveaux locaux) ou lancement

d'un programme de promotion immobilière. Ces financements sont à 83% à taux fixe ou à taux variable couvert ;

- des crédits à court terme de promotion immobilière servant à financer les opérations de construction et de rénovation-extension pendant des périodes de 12 à 18 mois avant livraison et cession de l'immobilier. Ces crédits ne sont pas couverts, mais leurs frais financiers sont inclus dans le prix de vente des ensembles immobiliers.

Les autres dettes financières sont quant à elles principalement composées des éléments suivants :

- Les cautions versées par les résidents des établissements à leur entrée ;
- Les autres dettes financières diverses.

Au 30 juin 2022, l'endettement du Groupe est couvert ou à taux fixe à hauteur de 255 millions d'euros.

La partie non couverte s'élève à 162 millions d'euros, qu'il faut comparer à la trésorerie nette de 110 millions d'euros dont dispose le Groupe. Le risque sur le montant non couvert s'en trouve donc réduit : l'impact d'une hausse de taux d'intérêt se traduisant par une hausse de la charge d'intérêt d'une part, et par une hausse des produits d'intérêt générés par les placements de trésorerie, d'autre part.

La dette résiduelle non couverte se limite ainsi à 51 millions d'euros, soit 12% de la dette brute, et concerne la dette immobilière à court terme, à savoir les encours de travaux avant cession.

■ 1. Variation des dettes

L'ensemble des dettes courantes et non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2021	Emissions	Rembst	Var. de périmètre	Variations de juste valeur	Effets du coût amorti ⁽¹⁾	Autres Mouvements ⁽²⁾	30/06/2022
<i>Euro PP</i>	140 729		(51 200)			34		89 563
<i>Titres négociables à court terme</i>	160 000	12 200	(43 200)					129 000
Total dettes désintermédiées	300 729	12 200	(94 400)			34		218 563
<i>Crédit syndiqué RCF</i>	(1 606)	10 801				230		9 425
<i>Crédit syndiqué Term-Loan</i>	74 542							74 542
<i>Emprunts auprès des établs de crédit</i>	60 701		(8 282)					52 419
<i>Préfinancement des dotations soins</i>	46 574							46 574
<i>Crédits portage immobilier</i>	7 685		(997)					6 688
<i>Crédits promotion immobilière</i>	9 222	739	(4 184)					5 777
Total emprunts bancaires	197 118	11 540	(13 463)			230		195 425
<i>Instruments dérivés</i>	1 426				(1 391)			35
<i>Cautions résidents</i>	10 558	2 011	(1 913)					10 657
<i>Autres dettes financières diverses</i>	154	45						199
<i>Concours bancaires courants</i>	135			9 221			(9 188)	168
<i>Intérêts courus non échus</i>	1 546						350	1 896
TOTAL	511 666	25 797	(109 776)	9 221	(1 391)	264	(8 838)	426 943
Non courants	222 399							199 952
Courants	289 267							226 992

⁽¹⁾ Les effets du coût amorti sont présentés en Note 7 – Coût de l'endettement financier net.

⁽²⁾ Les autres mouvements correspondent aux variations nettes des dettes financières à court terme.

La réconciliation de la variation des dettes diverses avec la variation présentée dans le tableau des flux de trésorerie est la suivante :

Flux de financement sur dettes diverses	1er Semestre 2022	1er Semestre 2021
Augmentation des cautions résidents	2 011	1 814
Augmentation des dettes financières diverses	45	
Encaissements sur comptes courants hors Groupe	292	
Flux d'augmentation présenté dans le tableau des flux de trésorerie	2 349	1 814
Remboursement des cautions résidents	(1 913)	(1 593)
Remboursement des dettes financières diverses		(72)
Apports en comptes courants hors Groupe		(2 732)
Flux de remboursement présenté dans le tableau des flux de trésorerie	(1 913)	(4 397)

▪ 2. Analyse des dettes courantes et non courantes

L'ensemble des dettes non courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	89 631		89 631	89 597		89 597
Emprunts auprès des établissements de crédit	35 356	66 771	102 127	42 765	80 984	123 749
Cautions résidents	7 993		7 993	7 918		7 918
Autres dettes financières diverses	199		199	154		154
Instruments dérivés	2		2	920	61	981
TOTAL	133 181	66 771	199 952	141 355	81 045	222 399

L'ensemble des dettes courantes s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Euro PP	(68) ⁽¹⁾		-68	(51 132) ⁽¹⁾		(51 132)
Emprunts auprès établissements de crédit	26 030	14 917 ⁽²⁾	40 947	15 871	1 701 ⁽²⁾	17 572
Préfinancement des dotations soins	46 574		46 574	46 574		46 574
Cautions résidents	2 664		2 664	2 640		2 640
Instruments dérivés	31	2	33	398	47	445
Crédits promotion immobilière		5 777	5 777		9 222	9 222
Titres négociables à court terme	20 200	108 800	129 000	63 400	96 600	160 000
Concours bancaires courants	160	8	168	120	15	135
Intérêts courus non échus	1 886	10	1 896	1 537	9	1 546
TOTAL	97 477	129 515	226 992	181 672	107 594	289 267

⁽¹⁾ La part courante de l'Euro PP correspond à la part courante du coût amorti. En 2021, elle correspondait au remboursement du premier Euro-PP dont l'échéance était en janvier 2022.

⁽²⁾ La part immobilière des emprunts auprès des établissements de crédit correspond aux crédits accordés pour financer les besoins de portage à court terme de l'activité immobilière.

▪ 3. Echéances des dettes

L'échéancier des dettes courantes et non courantes s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	97 477	129 515	226 992	181 672	107 594	289 267
De plus de 1 an à 5 ans	38 501	64 596	103 097	45 205	57 651	102 856
Supérieur à 5 ans	94 679	2 175	96 854	96 150	23 394	119 544
TOTAL	230 657	196 286	426 943	323 027	188 639	511 666

Le total des remboursements futurs non actualisés des emprunts bancaires, de l'Euro PP et des titres négociables à court terme s'analyse de la manière suivante (capital et intérêts) :

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
1 an au plus	95 678	111 157	206 835	180 578	99 376	279 954
De plus de 1 an à 5 ans	41 902	81 381	123 284	47 984	60 150	108 135
Supérieur à 5 ans	101 451	2 286	103 737	102 871	23 609	126 480
TOTAL	239 032	194 824	433 855	331 434	183 135	514 569

Maturité moyenne hors préfinancement des dotations soins (en années)	5,65	2,33	3,89	4,58	2,79	3,84
---	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------	-------------

▪ 4. Structure financière

La structure de l'endettement liée aux emprunts auprès des établissements de crédit et auprès des investisseurs financiers sur le marché se présente comme suit :

Capital restant dû (En milliers d'euros)	30/06/2022			En %	31/12/2021			En %
	Exploit.	Immo.	Total		Exploit.	Immo.	Total	
Euro PP	89 563		89 563	22%	140 729		140 729	28%
Titres négociables à court terme	20 200	108 800	129 000	31%	63 400	96 600	160 000	32%
Prêts à taux fixe	45 254	5 261	50 515	12%	51 910	6 098	58 008	12%
Prêts à taux variable couvert	36 810	75 290	112 099	27%	5 749	75 313	81 062	16%
Prêts à taux variable non couvert	25 897	6 915	32 812	8%	47 551	10 497	58 048	12%
TOTAL EMPRUNTS GROUPE	217 723	196 266	413 988	100%	309 339	188 508	497 847	100%
Dont non courant	124 986	66 771	191 757	46%	132 362	80 984	213 346	43%
Dont courant	92 736	129 495	222 231	54%	176 977	107 524	284 501	57%

Le taux moyen d'intérêts des dettes, y compris instruments de couverture, s'élève à 1,60 % pour la période close au 30 juin 2022, à comparer à 1,49% au 30 juin 2021.

L'endettement financier net du Groupe s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	Notes	30/06/2022			31/12/2021		
		Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Emprunts et dettes financières		230 658	196 286	426 943	323 027	188 639	511 666
Comptes courants internes		11 660	(11 660)		5 864	(5 864)	
Instruments dérivés actifs	15. / 20.	(3 142)	(30)	(3 173)	(380)		(380)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21.	(106 215)	(4 453)	(110 667)	(145 528)	(6 241)	(151 769)
Endettement Net		132 961	180 143	313 103	182 984	176 534	359 517
Engagements sur contrats de crédit-bail immobilier			22 729	22 729		23 440	23 440
Endettement Net selon covenants		132 961	202 872	335 832	182 984	199 974	382 957

▪ 5. Covenants bancaires

Au titre de ses emprunts, le Groupe doit respecter un certain nombre d'obligations. En cas de non-respect, les banques pourraient obliger le Groupe à rembourser totalement, partiellement ou

renégocier les conditions de financement. Les principaux covenants du Groupe à la clôture se décrivent ainsi :

- Endettement net d'Exploitation / EBITDA d'Exploitation¹ inférieur ou égal à 4,25 (levier)
- Endettement net d'Exploitation / Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation² inférieur ou égal à 1,25 (gearing)
- Endettement net immobilier inférieur à 340 millions d'euros
- EBITDA Immobilier avant IFRS 16 positif

Au 30 juin 2022, les covenants sont respectés, le levier s'élevant à 1,92, le gearing à 0,32, l'endettement net immobilier à 202,9 millions d'euros et l'EBITDA Immobilier avant IFRS 16 à 3,9 millions d'euros.

Note 26. Autres éléments non courants

Les autres éléments non courants concernent des subventions d'investissement associées à des immobilisations dont la comptabilisation en résultat est opérée au rythme d'amortissement des actifs associés. Ces subventions d'investissement s'élèvent à 8 695 milliers d'euros au 30 juin 2022 contre 9 032 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Note 27. Autres passifs courants

En milliers d'euros	30/06/2022			31/12/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Fournisseurs d'immobilisations	1 222		1 222	1 222	1 250	2 472
Dettes fiscales hors IS	6 054	6 197	12 251	5 571	6 083	11 654
Dettes sociales	64 838	412	65 250	61 174	265	61 439
Autres dettes diverses	31 719	762	32 481	22 864	47	22 912
Passifs sur contrats	21 006	14 202	35 208	21 087	8 694	29 781
TOTAL	124 839	21 573	146 412	111 919	16 339	128 258

Toutes les autres dettes et comptes de régularisation sont à une échéance inférieure à un an.

L'augmentation des autres passifs courants provient principalement des dividendes à payer pour 4 523 milliers d'euros, décaissés le 11 juillet 2022, ainsi que la hausse des passifs sur contrats pour 5 426 milliers d'euros, suivant l'avancement des chantiers immobiliers.

¹ Sur la base d'un EBITDA d'Exploitation pro forma pour la contribution en année pleine des acquisitions à l'EBITDA d'Exploitation.

² Les fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation sont constitués des capitaux propres d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, et des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16.

Note 28. Instruments financiers

LNA Santé a souscrit des swaps et des caps de taux afin de couvrir son endettement à taux variable.

Les caractéristiques de ces instruments sont les suivantes :

En milliers d'euros	30/06/2022	31/12/2021
Nominal	114 496	91 006
Taux	0,00 % - 2,06 %	0,00 % - 1,95 %
Échéance	01/04/2023 - 25/06/2031	01/04/2023 - 25/06/2031

Les charges d'intérêts constatées au titre des instruments financiers sur l'exercice 2022 s'élèvent à 340 milliers d'euros.

La juste valeur des instruments dérivés s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2021	Variation en capitaux propres	Variation par résultat	30/06/2022
Juste valeur des instruments de couverture	(1 047)	4 099	85	3 137
Juste valeur des instruments financiers	(1 047)	4 099	85	3 137

Note 29. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés et reçus

En milliers d'euros	30/06/2022	31/12/2021
Cautions données sur montants initiaux des emprunts	29 671	30 343
Nantissement de fonds calculés sur le capital restant dû des emprunts	8 869	10 095
Nantissement de titres des sociétés consolidées calculés sur le capital restant dû des emprunts	5 503	6 488
Engagements hors bilan liés aux opérations de financement	44 043	46 926
Garanties données sur les prêts promoteurs	59 590	72 335
Cautions LNA Santé	31 147	32 269
Hypothèques et Privilèges de prêteur de deniers	28 443	40 065
Garanties données sur les loyers	12 837	12 100
Cautions bancaires aux propriétaires immobiliers	2 515	2 333
Cautions LNA Santé aux propriétaires immobiliers	10 322	9 767
Autres garanties données	1 558	2 592
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations incorporelles	7 344	2 497
Engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations corporelles	21 383	7 940
Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles	102 712	97 464
Engagements donnés (non actualisés)	146 755	144 390
Cautions bancaires	2 925	2 600
Engagements contractuels reçus pour vente d'immobilisations	5 300	
Part non utilisée des crédits corporate et crédit syndiqué	254 000	265 000
Part non utilisée des crédits promotion	19 223	22 778
Engagements reçus (non actualisés)	281 448	290 378

L'augmentation des engagements hors bilan donnés est essentiellement due aux engagements contractuels d'acquisition d'immobilisations corporelles, en partie compensée par la baisse des garanties données sur les prêts promoteurs.

La variation des engagements hors bilans reçus est quant à elle principalement liée à la part non utilisée du crédit syndiqué.

2. Actifs et passifs éventuels

	30/06/2022	31/12/2021
Actifs éventuels	Néant	Néant
Passifs éventuels	Néant	Néant

Il n'existe pas, à la connaissance du Groupe et de ses conseils, de litige non provisionné susceptible d'impacter significativement l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe au 30 juin 2022.

Note 30. Autres informations

▪ 1. Secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2022						
Chiffre d'affaires	132 603	183 851	15 527	25 358	2 542	359 882
EBITDA ⁽¹⁾	33 777	33 665	2 234	2 736	(11)	72 401
EBITDA retraité IFRS 16	12 494	23 393	(148)	3 876	(795)	38 821

En milliers d'euros	Médico-Social France	Sanitaire France	International Métier	Immobilier	Autres	TOTAL
30/06/2021						
Chiffre d'affaires	126 725	167 884	13 260	28 371	1 906	338 146
EBITDA ⁽¹⁾	32 422	31 940	2 239	2 244	1 536	70 380
EBITDA retraité IFRS 16	11 751	22 234	(46)	3 376	773	38 089

⁽¹⁾ EBITDA : Résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels, dotations aux amortissements et provisions, après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobilier.

Le passage du résultat opérationnel à l'EBITDA et de l'EBITDA à l'EBITDA retraité IFRS 16 est le suivant :

En milliers d'euros	30/06/2022			30/06/2021		
	Exploit.	Immo.	Total	Exploit.	Immo.	Total
Résultat opérationnel	31 830	169	31 999	27 628	(328)	27 300
Dotations nettes aux amortissements et provisions	36 591	2 074	38 665	35 796	1 969	37 765
Dotations nettes aux dépréciations des créances clients	418		418	153		153
Provision engagements de retraite	771	5	776	774	4	779
Autres produits et charges d'exploitation	(12 821)	(686)	(13 507)	(15 094)	(5 031)	(20 125)
Subventions d'exploitation	12 779	4	12 782	15 658		15 658
Autres produits et charges d'exploitation à caractère d'EBITDA	(433)	1 199	766	246		246
Dépréciations de stocks immobiliers		(568)	(568)		5 035	5 035
Autres produits et charges opérationnels	530	540	1 070	2 975	595	3 570
EBITDA	69 665	2 736	72 401	68 136	2 244	70 380
Impact de l'élimination des loyers IFRS 16	(34 721)	1 140	(33 580)	(33 424)	1 133	(32 291)
EBITDA retraité IFRS 16	34 944	3 876	38 821	34 712	3 376	38 089

▪ 2. Parties liées

Il n'y a pas d'évolutions significatives des transactions et des soldes entre les sociétés du Groupe, avec les autres parties liées ni dans les modalités de rémunération des dirigeants par rapport aux éléments décrits dans le document d'enregistrement universel 2021 en Note 31.2.

Note 31. Actifs et passifs financiers

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est le prix qui serait convenu entre des parties libres de contracter et opérant aux conditions du marché. A la date de la transaction, elle correspond généralement au prix de transaction. La détermination de la juste valeur doit ensuite être fondée sur des données de marché observables qui fournissent l'indication la plus fiable de la juste valeur d'un instrument financier.

La juste valeur des dérivés est déterminée sur la base des flux contractuels actualisés en utilisant les données de marché observables à la clôture.

Pour la période close au 30 juin 2022, la valeur comptable des actifs et passifs financiers ne présente pas d'écart significatif avec leur juste valeur.

Note 32. Périmètre de consolidation 30 juin 2022

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2022 est identique à celui décrit dans le document d'enregistrement universel 2021 en Note 35, aux exceptions suivantes :

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts		Méthode de Consolidation	Siren/n°d'entreprise	Siège social
I- ACTIVITE EXPLOITATION:						
MDZHADÉ	60,00%	60,00%	(1)	IG	899 388 896	1 Impasse Maharajah, 97600 MAMOUDZOU
LNA INTERNATIONAL	100,00%	100,00%	(1)	IG	880 109 129	7 boulevard Auguste Priou, 44120 VERTOOU
LNA SANTE ORIGIN SP. Z O. O	90,00%	90,00%	(1)	IG	0000835715	Ul. Pulawska 2, 02-566 WARSAW, MAZOWIECKIE, POLAND
POLYCLINIQUE DE LISIEUX	100,00%	100,00%	(2)	IG	448 959 551	175 rue Roger Aini, 14100 LISIEUX
CLINIQUE LA BRIERE	100,00%	100,00%	(3)	IG	302 701 180	route de Mesquer, 44350 GUERANDE
II - ACTIVITE IMMOBILIERE:						
FIDEXI	47,44%	47,44%	(1)	MEE	398 045 567	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS
FIDEXI INVEST	47,44%	47,44%	(1)	MEE	877 941 526	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS
FIDEXI INVEST 1	47,44%	47,44%	(1)	MEE	881 722 326	44 rue Paul Valéry, 75116 PARIS

(1) Sociétés nouvellement créées ou acquises

(2) Société absorbée par la société Polyclinique de Deauville, sur le 1^{er} semestre 2022

(3) Société absorbée par sa société-mère, LNA ES, sur le 1^{er} semestre 2022

Les variations de la période sont décrites au paragraphe 3. Périmètre de consolidation.

Rapport des Commissaires aux Comptes

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2022

Période du 1^{er} Janvier 2022 au 30 Juin 2022

Mesdames, Messieurs les actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LNA SANTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

BORDEAUX et NANTES, le 26 septembre 2022

Les Commissaires aux Comptes

EXPERTISE AUDIT ADVISORY

IN EXTENSO AUDIT

Christophe ROUSSELI

Associé

Françoise GRIMAUD PORCHER

Associée

Attestation du Responsable du Rapport Financier

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Période du 1^{er} Janvier 2022 au 30 Juin 2022

Nantes, le 26 septembre 2022

Messieurs les commissaires aux comptes,

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés du 1^{er} janvier au 30 juin 2022 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Paul SIRET
Président

Glossaire

BFR : Besoin de Fonds de Roulement

CA : Chiffre d'Affaires

Capex : Investissements de maintien, hors investissements de développement de nouvelles activités et d'actifs immobiliers à céder

CPOM : Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens

Croissance organique : correspond à la variation du chiffre d'affaires :

- entre N-1 et N des établissements existants en N-1,
- entre N-1 et N des établissements ouverts en N-1 ou en N,
- entre N-1 et N des établissements restructurés au cahier des charges LNA Santé ou dont la capacité a augmenté en N-1 ou en N,
- sur N par rapport à la période équivalente en N-1 des établissements acquis en N-1.

CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises

Dette financière nette : Dette financière brute, hors obligations locatives définies par la norme IFRS 16, augmentée des engagements de crédit-bail immobilier, et diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Dette financière nette d'Exploitation : représente la dette financière brute d'Exploitation, hors obligations locatives définies par la norme IFRS 16, diminuée de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des fonds propres apportés à l'activité immobilière.

EBIT : (Earnings Before Interest and Taxes)
Voir Résultat opérationnel courant

EBITDA : (Earnings Before Interest, Taxes, Depreciations and Amortization)
Résultat opérationnel avant impôts, frais financiers, dotations aux amortissements et provisions, et après dotations et reprises sur dépréciations de stocks immobiliers.

EHPAD : Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

Établissements en régime de croisière : établissements conformes au modèle d'exploitation LNA Santé (qualité de la prise en charge, taille cible d'établissement, état neuf de l'immobilier, management formé et impliqué, organisation efficiente).

Établissements en restructuration ou en phase d'ouverture : établissements repris ou ouverts depuis environ un an et ayant les caractéristiques suivantes :

- Travaux en cours de rénovation et/ou agrandissement
- Mise en œuvre des standards du Groupe

Fonds propres d'Exploitation : ils représentent les fonds propres consolidés de l'activité Exploitation augmentés des impôts différés passifs d'Exploitation liés à la valorisation des actifs incorporels d'Exploitation

Fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation : ils sont constitués des capitaux propres d'Exploitation, hors impacts IFRS 16, et des impôts différés passifs d'Exploitation, hors impacts IFRS 16.

Gearing : Ratio de la Dette Financière Nette d'Exploitation sur les fonds propres et quasi-fonds propres d'Exploitation.

GIR : Groupe Iso-Ressource, il correspond au niveau de perte d'autonomie d'une personne âgée.

GMP : GIR Moyen Pondéré

HAD : Hospitalisation à Domicile

Levier d'Exploitation : (Dette Nette Exploitation / EBITDA Exploitation) mesure la capacité de l'entreprise à rembourser sa dette. Il exprime en combien d'années l'entreprise est capable de rembourser sa dette au moyen de son EBITDA

Lits à installer : Lits autorisés mais non encore exploités.

LMP : Loueur en Meublé Professionnel

MOC : Marge Opérationnelle Courante : rapport du Résultat Opérationnel Courant sur le chiffre d'affaires

Marge Brute d'Autofinancement (MBA) : correspond au résultat net d'ensemble retraité des amortissements et provisions, du coût de l'endettement financier net, des charges d'impôt, des résultats de cessions, des dividendes reçus et des autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie.

NEU-CP : *Negotiable European Commercial Paper* : titres négociables à court terme, anciennement dénommés billets de trésorerie

PMP : Pathos Moyen Pondéré. Indicateur global de charges en soins pour la prise en charge des polypathologies dans une population donnée.

PSY : Clinique Psychiatrique

RCF : Revolving Credit Facility : crédit syndiqué fonctionnant par tirages

Reprise en cours d'exercice : Établissements qui n'étaient pas présents au premier Janvier N ou créations ouvertes en cours d'exercice.

ROC : Résultat Opérationnel Courant

SMR : Soins Médicaux et de Réadaptation – anciennement SSR

SSR : Soins de Suite et Réadaptation – nouvelle appellation SMR

Trésorerie nette : disponibilités et équivalents de trésorerie diminués des concours bancaires courants